



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du Conseil extraordinaire
du 5 juillet 2017**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je déclare ouverte cette séance extraordinaire du Conseil de Métropole du 5 juillet 2017. Avant de procéder à l'approbation de l'ordre du jour, je souhaiterais que nous observions ensemble une minute de silence, à la fois pour Louis Nicollin, Président du MHSC, grand acteur de la Métropole et de la Région ; et également pour Simone Veil qui nous a quittés. Je salue la décision du Président de la République de souhaiter panthéoniser Simone Veil avec son époux. A leur mémoire, je vous propose d'observer une minute de silence.

L'assemblée observe une minute de silence.

Monsieur le Président

Je vous remercie, je voudrais vous informer que j'ai reçu sur mon bureau le courrier suivant, émanant d'Arnaud Moynier, Maire de Beaulieu, qui m'informe de la création d'un nouveau groupe politique au sein de notre assemblée : Action et cohésion du territoire métropolitain. S'il le souhaite, je lui donne la parole.

Arnaud MOYNIER

Suite à votre annonce de la création d'un groupe politique En Marche et apparentés au sein de l'organe délibérant de la Métropole, j'ai souhaité créer ce groupe. J'estime que nous avons l'impérieuse obligation aujourd'hui de faire en sorte que l'institution métropolitaine fonctionne afin de servir au mieux l'intérêt et évidemment l'ensemble de nos concitoyens. Nous avons également un devoir de résultat qui est très prégnant, afin que les grands projets qui nous animent avancent. Cependant, pour réaliser ce dessein, nous n'avons aucune obligation d'adhérer au groupe En Marche et apparentés. De ce fait, j'ai l'honneur de vous proposer la création d'un groupe transpartisan, dans un esprit qui se veut constructif, et qui s'appelle ACT : Action et cohésion du territoire métropolitain. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention, Monsieur Moynier. Je vais vous proposer de désigner Maud Bodkin comme secrétaire de séance et je lui demande de faire l'appel.

Madame Bodkin procède à l'appel.

Maud BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci. Le quorum est très largement atteint, nous pouvons valablement délibérer.

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

L'ordre du jour de ce Conseil extraordinaire comporte cinq affaires. Je mets aux voix l'approbation de l'ordre du jour. Qui demande la parole ? Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Considérant que nous allons, au cours de cette séance, procéder à des destitutions et à des nominations nouvelles, les nominations nouvelles ne pourront avoir lieu que si la destitution prévue à la troisième affaire a lieu. Je demande que le vote qui sera organisé soit un vote réellement secret, c'est-à-dire avec un isoloir et une urne fixe, comme cela se faisait du temps de Georges Frêche et de Jean-Pierre Moure.

Monsieur le Président

Monsieur Revol, vous connaissez parfaitement le règlement de cette assemblée. La police de cette assemblée est échue au Président. Le vote sera secret, mais il n'y aura pas d'isoloir. On a toujours voté comme cela, il n'y a aucune raison de changer. Il sera secret si 30 % de l'assemblée demande un vote secret. Pour la nomination, le vote est obligatoirement secret. Pour la destitution, il peut être à main levée. Le vote à main levée est un vote très démocratique, car il permet de voir qui fait quoi, publiquement, devant les téléspectateurs, devant les citoyens. Je suis assez adepte des votes à main levée. Lorsqu'on prend des positions, on les prend en conscience. Cela évite tout calcul politicien. Si 30 % de cette assemblée me demande un vote à bulletin secret pour la destitution, nous le ferons à bulletin secret. Si 30 % de cette assemblée ne me le demande pas, nous le ferons à main levée. En sachant que le vote des nouveaux vice-présidents est obligatoi-

rement – c'est la loi qui le demande – à bulletin secret.

Monsieur REVOL

Pour la clarté du vote à venir, je demande à ce qu'on revienne à ce qui a existé dans cette institution, c'est-à-dire avec un isoloir qui garantit le vote de chacun et une urne fixe.

Monsieur le Président

C'est la première fois que je vous entends soutenir des initiatives de Georges Frêche.

Monsieur REVOL

Je ne suis pas né de la dernière pluie, Monsieur Saurel.

Monsieur le Président

Moi non plus, Monsieur Revol. Chacun parlera à son tour, Monsieur Meunier a demandé la parole.

Cyril MEUNIER

J'entends vos arguments démocratiques sur le vote à main levée ou le vote avec un collègue de son groupe à côté de soi. Je pense qu'un vrai vote démocratique en âme et conscience ne doit être pris sous aucune pression. Je ne dis pas qu'il y en a, Monsieur le Président, loin de là mon opinion.

Monsieur le Président

Vous ne savez pas ce que c'est, les pressions.

Cyril MEUNIER

Non, moi, je ne fais pas de pression. Ne commencez pas à jeter l'opprobre sur les gens dont vous voulez vous débarrasser, de grâce.

Monsieur le Président

Et la lettre que vous avez envoyée aux députés, qu'est-ce que c'est ?

Cyril MEUNIER

C'est une question.

Monsieur le Président

C'est un tissu de mensonges et de contre-vérités inacceptables. Elle est à la disposition de la presse. Ce ne sont pas des pressions, ça ?

Cyril MEUNIER

Ne vous inquiétez pas, la presse a déjà le courrier que j'ai envoyé aux députés.

Monsieur le Président

Moi, je ne l'ai pas. Ce sont les députés qui me l'ont passée.

Cyril MEUNIER

Ceci étant dit, je pense que pour la sérénité, pour que chacun puisse prendre position sur ce changement considérable... La question ne porte pas aujourd'hui sur la destitution de Catherine Dardé, de Cyril Meunier ou de René Revol en leurs noms propres. C'est une modification, après cinquante-deux ans de fonctionnement, des règles de gestion de notre intercommunalité sur la base de la représentation des communes et sans prise de pouvoir partisan au niveau d'un seul et unique groupe.

Monsieur le Président

Ce que vous dites est tout à fait faux.

Cyril MEUNIER

Je pense que nos collègues ont le droit de voter en leur âme et conscience en totale discrétion. Je m'associe à la demande – et j'espère que 30 % de cette assemblée le demandera – de vote secret. Moi, je n'ai pas à cacher mon vote, on est bien clair. On va aussi demander au public de bien vouloir garder le silence, ça c'est démocratique : le public doit garder le silence dans une assemblée, quelle qu'elle soit. Je pense que l'idée de l'isoloir, qui se pratique un peu partout, permet de garantir la victoire qui vous semble annoncée. Au moins, vous aurez la garantie de ne pas être trahi et d'avoir eu une adhésion totale à la vision qui est la vôtre.

Monsieur le Président

Je connais trop la musique, Monsieur Meunier. Je détiens les pouvoirs de police de cette assemblée et le vote se fera normalement, comme d'habitude. Par contre – et cela, c'est la loi –, si 30 % de l'assemblée souhaite un vote à bulletin secret, et non pas un vote à main levée pour la destitution, je suivrai bien sûr l'assemblée, puisque c'est la loi. Moi, je respecte la loi.

Je fais d'abord voter l'ordre du jour et ses cinq affaires. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Il est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N° 2 : HORS COMMISSION - MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE L'ASSEMBLEE - GROUPES D'ELUS - RECONNAISSANCE DE LEUR CONSTITUTION - AP-PROBATION**Monsieur le Président**

Je vous propose de porter les groupes de deux à trois. Pour ce qui est de la Région, les groupes sont à sept. Pour ce qui est du Département, les groupes sont à six. Pour la ville de Montpellier, du temps d'Hélène Mandroux comme aujourd'hui, les groupes sont à cinq. J'avais diminué les groupes pour que chacun puisse avoir un groupe au début du mandat et je les avais portés à deux. Aujourd'hui, le groupe Front National est divisé en deux – et ils étaient deux – et n'existe plus. On peut remonter les groupes à trois, qui était le chiffre initial. D'ailleurs, nous avons déjà dans cette assemblée deux groupes qui sont déjà formés. Le premier groupe est celui des Républicains et était composé à l'origine de Monsieur Lannelongue, Monsieur Larue, Monsieur Domergue et Madame Danan. Le groupe Libres et Humanistes est constitué de Madame Brissaud, de Madame Bouallaga et de Monsieur Petit. Il existe donc déjà deux groupes dans cette assemblée. Nous avons proposé le nôtre, Monsieur Moynier vient de proposer le sien. L'assemblée métropolitaine de Montpellier comporte donc à ce moment quatre groupes, puisque le groupe Front National n'existe plus de fait.

Je vous propose de porter le nombre d'élus par groupe de deux à trois. Qui demande la parole ? Monsieur Domergue, Madame Brissaud et Monsieur Revol. Monsieur Domergue a la parole.

Jacques DOMERGUE

Vous venez de faire référence au groupe des Républicains. Je vous annonce aujourd'hui que ce groupe demande sa dissolution puisque de nouveaux groupes vont se constituer et que notre groupe n'a plus de raison d'être.

Monsieur le Président

Monsieur Domergue, j'ai bien entendu : vous me dites qu'à ce moment, le groupe Les Républicains n'existe plus parce qu'une partie ou la totalité de ses membres n'est pas adhérente et a rejoint d'autres structures. Il faut que vous fassiez par écrit une lettre et que vous me l'adressiez, en tant que Président de cette assemblée, en expliquant qu'il n'y a plus de groupe Les Républicains à la Métropole. Il faut que les quatre membres que j'ai cités tout à l'heure – en l'occurrence vous-même, Monsieur Lannelongue, Madame Danan et Monsieur Larue – signent le courrier.

Jacques DOMERGUE

La majorité du groupe ne suffit pas ? Nous sommes trois.

Monsieur le Président

S'il y en a trois...

Renaud CALVAT

Ce n'est pas le point à l'ordre du jour. Nous avons un point concernant le nombre de membres par groupe. Le président de groupe fera un courrier après la séance. Aujourd'hui, nous devons nous prononcer sur ce que vous nous présentez, c'est-à-dire les groupes à deux ou à trois. Je vous serai reconnaissant de faire respecter l'ordre du jour.

Monsieur le Président

Monsieur Calvat, ne vous énervez pas. Il est normal que Monsieur Domergue pose une question qui concerne son groupe au moment où nous parlons de la question du règlement des groupes.

Jacques DOMERGUE

Nous ne pouvons pas demander notre intégration dans un groupe si notre groupe perdure, puisqu'il est interdit d'appartenir à deux groupes, ou alors on va adhérer à tous les groupes.

Monsieur le Président

Monsieur Domergue, j'entends votre formulation teintée d'humour. Je vous demande de faire un courrier simple nous expliquant la situation du groupe Les Républicains. Madame Brissaud a demandé la parole.

Anne BRISSAUD

En tant que président du groupe Libres et Humanistes, je vous annonce que ce groupe continue d'exister. Comme vous l'avez rappelé, il est composé de moi-même, de Sabria Bouallaga et d'Eric Petit. Comme nous l'avons fait depuis un an, nous allons continuer à apporter notre contribution sur les enjeux de territoire. Nous participerons à toutes les commissions et nous espérons pouvoir être écoutés, comme à chaque séance. Comme ce règlement intérieur permet à chaque tendance d'exister, nous voterons pour ce règlement et nous fêterons aujourd'hui notre premier anniversaire avec vous.

Monsieur le Président

Ça, c'est sympa, merci. Vous savez que j'aime les fraises Tagada. Vous le savez parce que, quand on a été opposés aux législatives, je vous avais félicitée pour l'initiative que vous aviez eue avec, je crois, deux de vos petits neveux ou nièces, qui vous accompagnaient.

Anne BRISSAUD

C'était des militants, mais vous pouvez les appeler mes neveux si vous voulez.

Monsieur le Président

Vous aviez fait le tour des bureaux avec des enfants, en offrant à ceux qui tenaient les bureaux de vote...

Anne BRISSAUD

Il y avait ma plus jeune militante, Agathe Brouillard, qui était là à l'époque, qui avait à peine dix-huit ans, mais qui n'était pas ma nièce.

Monsieur le Président

Je m'en souviens très bien, vous êtes venue une fois à Antigone, où je tenais le bureau, et vous avez offert des fraises Tagada. Je vois que vous êtes une adepte de la fraise Tagada et qu'elle vous suit en filigrane.

Anne BRISSAUD

Comme vous le voyez, il y en a trois petites sur le gâteau d'anniversaire aujourd'hui. Faire de la politique avec le sourire.

Monsieur le Président

Je souffle la bougie. Merci Madame Brissaud. Monsieur Revol ?

René REVOL

J'ai pris connaissance de ce règlement intérieur ce week-end. Il ne faut pas apprécier le contenu de ce règlement intérieur à l'aune des différents groupes qui se constituent. Généralement, un document, une loi, un règlement, un arrêté, se juge de manière générale, par rapport à des principes et non par rapport à l'existence de tel ou tel groupe. J'ai donc comparé ce règlement intérieur. D'abord, j'en ai pris connaissance et il est important, puisque dans la suite de nos travaux, nous modifions la gouvernance de cette Métropole, puisque l'appartenance à l'exécutif de la Métropole va être conditionnée à l'appartenance à un groupe.

Monsieur le Président

Elle est basée surtout sur la confiance, Monsieur Revol. Le nouvel exécutif sera basé sur la confiance,

René REVOL

Permettez que je termine, vous vous exprimerez à votre tour. Prenez l'habitude de respecter l'assemblée. Cette gouvernance sera liée à l'appartenance à un groupe et que, dans ce contexte, l'existence des groupes

joue un autre rôle. J'ai donc lu ce règlement intérieur à l'aune de cette nouvelle situation. J'ai eu la curiosité de le comparer au règlement intérieur d'autres Métropoles. Je crois que vous vous étiez vanté, nous nous étions tous vantés d'être la seule Métropole qui était entrée librement dans le statut de Métropole et qui avait eu une démarche particulièrement démocratique pour constituer son fonctionnement. Je vous invite à lire attentivement le règlement intérieur de la Métropole de Toulouse, par exemple, et de le comparer à celui que vous nous proposez. Là, ce sera l'inverse : Toulouse sera une ville démocratique et Montpellier une ville bureaucratique. Il manque énormément de dispositions à votre règlement intérieur qui permettraient aux groupes qui seront minoritaires – cela ne signifie pas qu'aujourd'hui, je suis membre d'un groupe, mais j'analyse le document en tant que conseiller communautaire – auront beaucoup moins de droits qu'à l'intérieur de la Métropole de Toulouse. En conséquence, je vais vous proposer à l'avenir, dans cette assemblée, de remettre à l'ordre du jour l'analyse de ce règlement intérieur. Nous pourrions d'ailleurs le préparer par une commission de travail, ce qui permettrait à tous les amendements qui permettent d'améliorer le fonctionnement de notre assemblée d'être pris en compte, discutés et réfléchis. Le règlement intérieur, tel qu'il est aujourd'hui, me paraît insuffisant vu la nouvelle gouvernance dans laquelle nous rentrons.

Monsieur le Président

J'ai bien entendu votre leçon de démocratie sur la construction de la Métropole. Vous savez que quoi vous parlez : vous avez voté contre. J'ai de la mémoire. J'ai toujours respecté votre choix et cela ne m'a pas empêché de vous dire que vous restiez vice-président. Mais quand c'est trop, c'est trop. Maintenant, j'ai besoin d'appuyer l'exécutif sur la confiance.

Je mets aux voix l'affaire n°2. Nous portons à trois le nombre d'élus par groupe politique pour pouvoir les constituer. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Quatre abstentions. C'est accepté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (5 abstentions : Mme C. DARDE, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, M. R. REVOL, Mme I. TOUZARD).

(Monsieur Djamel BOUMAAZ entre en séance).

AFFAIRE N° 3 : HORS COMMISSION - DECISION SUR LE MAINTIEN OU NON DES 1ER, 4EME, 11EME, 12EME, 13EME ET 19EME VICE-PRESIDENTS DANS LEURS FONCTIONS

Monsieur le Président

Le vote doit se faire poste par poste. Qui demande un vote secret ? Nous avons trente-trois demandes. Nous voterons donc à bulletin secret. C'est le règlement. Monsieur Calvat, je vous en prie.

Renaud CALVAT

Avant de voter, je voudrais m'exprimer, si vous me le permettez, pour vous dire la difficulté qui est la mienne, et celle d'un grand nombre de mes collègues Maires, à vivre ce que nous vivons en ce moment. La commune de Jacou et mon Conseil municipal ont voté la constitution de la Métropole, la transformation de l'Agglomération en Métropole sur le principe du respect du Pacte de confiance et de la Conférence des Maires. Je vous ai bien entendu : ce principe-là sera respecté à l'avenir, la Conférence des Maires restera le principal lieu de décision et de discussion au sein de cette institution jusqu'en 2020, au moins, ainsi que le précise le Pacte des Maires. Je n'ai aucune raison de ne pas vous croire sur cette question-là. Vous nous dites, Monsieur le Président, que vous avez besoin d'avoir confiance en votre exécutif et en vos vice-présidents. Je peux le comprendre, je suis Maire, j'ai moi-même confiance dans mes huit adjoints à la mairie de Jacou. C'est quelque chose de tout à fait normal. La seule chose que je souhaite dire, c'est que je ne pense pas que l'adhésion à un mouvement politique quel qu'il soit suffise à justifier la confiance. S'il suffisait d'être adhérent d'un même mouvement politique pour être en confiance, l'histoire politique de ces quinze dernières années en France aurait été fortement différente. La confiance, Monsieur le Président, elle se construit sur une méthode de gouvernance et un projet commun de territoire que nous élaborons ensemble. C'est comme cela qu'on doit construire la confiance et un groupe majoritaire. Pas en étant uniquement adhérent d'un même mouvement politique, mais parce que nous partageons un certain nombre de valeurs communes, un projet commun et une méthode de gestion en commun. Peut-être – et je le souhaite, finalement – qu'en 2020, nous serons tous dans cet hémicycle – pour celles et ceux qui y seront encore – élus au suffrage de liste universel et les deux cent mille électeurs de la Métropole de Montpellier auront à se prononcer sur un projet, sur une méthode de gouvernance et sur l'animateur de cette équipe. Ça n'a pas été le cas en 2014. Ce qui est peut-être cocasse, Monsieur le Président, c'est que si cela avait été le cas en 2014,

une partie des vice-présidents qui vous entourent aujourd'hui ou qui vous entoureront demain siègerait aujourd'hui dans les bancs de l'opposition. Ce n'est pas le cas. Nous sommes ici des représentants de nos territoires, je représente la totalité de la ville de Jacou. Je ne regrette non pas que vous ayez créé un groupe En Marche, cela est tout à fait légitime. Je regrette simplement que vous ayez mis comme règle que pour être dans l'exécutif, il fallait être adhérent du mouvement En Marche ou apparentés. Je pense que cela ne suffit pas à garantir la confiance. C'est mon point de vue. Je le dis avec d'autant plus de facilité que je ne suis pas vice-président, je n'ai donc pas eu à me prononcer. Comme je suis respectueux du travail fait par mes collègues – et je les en remercie ici, les vice-présidents n'ont pas démérité –, parce que je crois aussi que nous avons été élus en 2014 pour gouverner la Métropole de façon différente, je m'abstiendrai sur le vote que vous nous présentez aujourd'hui.

Monsieur le Président

Monsieur Calvat, merci de votre intervention. Je voudrais vous dire que le groupe créé n'est pas « République En Marche », mais « République En Marche et apparentés », c'est-à-dire que c'est un groupe qui est très permissif. Vous avez fait pareil au Conseil départemental de l'Hérault : le groupe majoritaire s'appelle « Socialistes et apparentés ».

Renaud CALVAT

Je m'excuse de vous répondre, je sais que ce n'est pas conforme au règlement, mais j'ai l'immense honneur d'être président de ce groupe qui s'appelait, dans les temps anciens – c'était la politique avant –, effectivement « Socialistes et apparentés ». Ce groupe, que je préside aujourd'hui, s'appelle « Groupe majoritaire de la gauche républicaine » et rassemble largement au-delà d'un seul et même parti.

Monsieur le Président

Et les communistes ? Ils sont vice-présidents ? Ils sont membres du groupe, mais ils ne sont pas vice-présidents.

Renaud CALVAT

Je ne sais pas si cela intéresse mes collègues. Vous me posez une question, comme je suis bien élevé, je vous réponds. Effectivement, les élus communistes sont bien évidemment membres de ce groupe majoritaires. Ils ont des délégations du président.

Monsieur le Président

Ne confondons pas. Le Pacte de confiance des Maires, c'est la conception que nous avons tous du respect des communes. Un Maire égale une voix. Il s'agit pour moi de mettre en place un exécutif en qui j'ai une pleine confiance pour les trois années à venir. C'est très simple. Le groupe formé est très permissif, puisqu'il est « République En Marche et apparentés ». Dans les apparentés, il y a des hommes et des femmes de gauche, de droite, du centre. La majorité ne fait pas partie du mouvement En Marche, moi le premier.

Qui demande la parole ? Madame Cassar.

Michelle CASSAR

Monsieur le Président, vous avez décidé de votre propre initiative de créer un groupe politique En Marche et apparentés au sein de notre institution. Si le Président Macron avait perdu, l'auriez-vous fait ? Je ne le pense pas. C'est pour moi de l'opportunité. Bien que je n'en comprenne pas les raisons, on pourrait à la limite l'accepter. Mais ce que je ne peux accepter, c'est l'obligation qui est faite aux élus, et principalement aux vice-présidents, d'adhérer à ce groupe s'ils veulent garder leurs délégations. C'est pour moi une forme de chantage intolérable, une façon de dire : « *Prends tes indemnités et tais-toi.* » De plus, vous faites une grosse erreur dans l'analyse politique en voulant imposer un tout jeune parti qui peut s'effondrer du jour au lendemain. Par cette démarche au sein de la Métropole, vous fédérez une forte opposition et vous brisez le consensus qui y régnait. Ainsi, vous faites fi des bases de notre établissement qui est fondé sur la coopération intercommunale et non sur un diktat politique.

Lors de la dernière Conférence des Maires, je suis partie avec un sentiment de grande déception lorsque vous nous avez proposé d'intégrer le groupe En Marche et apparentés si nous voulions rester dans l'exécutif. Le lendemain, je vous entendais parler sur les ondes de France 3. A ce moment-là, ce sentiment de déception s'est transformé en grande colère. Lors de votre interview, vous avez dit qu'une vice-présidence était donnée sur des gages de confiance et de sérénité et que vous vouliez vous entourer de vingt vice-présidents qui sont prêts à suivre l'exécutif et le groupe majoritaire pendant les trois ans à venir. Vous

avez rajouté, je cite : « *Ça veut dire que je mets autour de moi un exécutif avec lequel je fonctionne en toute sérénité.* » Vous comprendrez, Monsieur le Président et mes chers collègues, que je sois aujourd'hui très en colère et que je ne puisse accepter vos propos, Monsieur le Président. Vous parlez de confiance. La confiance, c'est le sentiment de quelqu'un qui se fie entièrement à quelqu'un d'autre, à quelque chose. Il me semblait que cette confiance existait entre nous. Pour moi, c'était le cas. Je vous l'ai montré à maintes reprises, notamment lorsque j'ai défendu le Pacte de confiance que nous avons signé tous ensemble, que ce soit au sein de ma commune de Pignan ou encore au sein de cette assemblée. A aucun moment je n'ai failli et je n'ai trahi cette confiance, d'où le fait que je n'intervenais que très rarement en assemblée, puisque nous discutons des problèmes en Bureau des vice-présidents et en Conférence des Maires. Nous trouvions ensemble des solutions. A aucun moment je n'ai failli dans les missions que vous m'avez confiées, que ce soit dans ma délégation à l'énergie ou encore dans ma dernière délégation à la sécurité, pour laquelle j'ai demandé à maintes reprises l'installation de cette commission, sans avoir de retour. Cela ne m'a pas empêché de travailler sur la sécurité, de rechercher des solutions de mutualisation destinées à optimiser les moyens mis ou à mettre en place pour améliorer la sécurité. J'étais prête à vous faire des propositions allant dans ce sens. Je le ferai aux habitants de ma commune et des autres communes, notamment celle de Montpellier. Aujourd'hui, je me sens trahie et je ne comprends toujours pas les raisons qui vous ont poussé à me retirer ma délégation, si ce n'est que je n'ai pas voulu signer mon adhésion au groupe En Marche et apparentés pour respecter l'engagement que j'ai pris avec les Pignonais. Combien de fois, Monsieur le Président, nous avez-vous dit que vous compreniez le fait qu'un Maire se devait de respecter les engagements pris envers ses administrés ? Tout cela n'était pour vous que des paroles en l'air puisque vous auriez voulu que je rompe cette promesse faite aux Pignonais. Aujourd'hui, ce Pacte de confiance, que j'ai ardemment défendu, est brisé par vous, qui pourtant l'avez porté comme exemple auprès d'autres collectivités ou établissements. Tout fonctionnait bien, alors pourquoi vouloir changer ? Dans ce Pacte, il est mentionné que la conférence métropolitaine, dénommée Conférence des Maires, est l'instance de débat et d'arbitrage pour les orientations stratégiques et les grandes décisions. A aucun moment nous n'avons débattu de la création d'un groupe que vous seul avez décidé et dans lequel vous avez voulu imposer l'adhésion en contrepartie d'une vice-présidence et des indemnités qui y sont liées. A aucun moment vous n'avez tenu compte du travail qui a été effectué par ces mêmes vice-présidents qui ont refusé d'aller à la soupe. La confiance, c'est comme un miroir : cela ne se répare pas une fois brisé. Par votre façon d'agir aujourd'hui, vous amplifiez encore plus le mouvement de rejet de la politique qu'on constate lors de chaque élection. Au contraire, il faut absolument rétablir la confiance entre les élus et leurs administrés. La démocratie est bafouée puisque cette notion apporte une importance à la liberté. Là, je perds cette liberté puisque vous m'imposez d'adhérer à un groupe politique si je veux garder ma vice-présidence. Bien sûr, vous avez rajouté « apparentés » au groupe En Marche que vous formez. Mais si on examine la définition de cet adjectif, il se rapporte bien à des personnes ou des groupes liés par un accord électoral. Dans ce cas précis, avec la République En Marche, donc groupe politique. Moi, je n'ai d'accord électoral qu'avec les Pignonais. Ma légitimité au sein de cette assemblée, je la tiens des Pignonais. Ils m'ont fait confiance et jamais je ne les trahirai. Je les représente et vous ne pouvez imaginer combien je suis soutenue non seulement par eux, mais aussi par de nombreux habitants de Montpellier, de Courmonterral ou encore de Courmonsec dans la position que je prends ce soir, puisque je respecte ainsi les engagements que j'ai pris, notamment d'être un Maire sans étiquette et de ne soutenir aucun parti politique. J'ai mes idées, mais moi, contrairement à vous, Monsieur le Président, je respecte celles des autres et je n'ai jamais voulu imposer les miennes, que ce soit par la force ou par le versement d'indemnités. Votre démarche, Monsieur le Président, est celle d'un élu qui se sent affaibli et en danger, ce qui n'est pas du tout mon cas.

On peut me faire des reproches, je ne suis pas parfaite. J'ai des défauts, comme tout le monde. Mais je pense avoir aussi des qualités. Il en est une à laquelle je ne faillirai jamais, c'est le respect de mes engagements. C'est pourquoi j'ai décidé de ne pas rejoindre le groupe En Marche et apparentés et n'adhérerai à aucun groupe politique quel qu'il soit afin de respecter mes engagements. Comme je vous l'ai déjà dit, si vous aviez créé un groupe « majorité métropolitaine », j'aurais pu l'intégrer sans aucun problème. Ce que je refuse, c'est de rentrer dans un groupe politique, comme c'est le cas malheureusement aujourd'hui.

Monsieur le Président, vous faites souvent référence à Jean Jaurès, tout comme je l'ai fait maintes fois dans mes propos. Je reprendrai cette citation : « *Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire.* » Du courage, j'en ai à revendre. J'ai toujours dit la vérité, même quand elle n'était pas bonne à entendre. Pour certains de mes collègues, cette autre citation de Jean Jaurès : « *Le courage, ce n'est pas de laisser aux mains de la force la solution des conflits que la raison peut résoudre, car le courage est l'exaltation de l'homme et ceci en est l'abdication.* » Sachez que je resterai très vigilante sur la progression de gros dossiers, comme notamment les transports à l'Ouest, la sécurité, l'équité entre les trente-et-une communes qui composent la Métropole, mais aussi sur les mesures gouvernementales qui pourraient mettre en difficulté nos finances et

que votre groupe sera donc dans l'obligation de soutenir. Pour tout cela, j'appliquerai le principe de transparence auprès de tous les habitants de la Métropole, comme je l'ai toujours pratiqué dans ma commune. Bien évidemment, j'associe à mes propos Thierry Quiles qui représente également la commune de Pignan et qui adhère totalement à ce que je viens de dire.

Monsieur le Président

Merci, Madame Cassar. Deux petites précisions sur votre propos. Le Pacte de confiance des maires n'a jamais parlé des groupes politiques, ce sont deux choses différentes. Deuxième point, vous me dites : « *Vous avez été seul à faire ce groupe.* » Plus de cinquante personnes ont signé. Je ne suis pas tout seul. Ou alors considérez que les élus sont inconscients quand ils signent. Moi aussi, j'ai pour Pignan un amour partagé avec vous. D'ailleurs, le nombre de fois où je suis venu avec vous, Madame le Maire, ne se comptent pas sur les doigts de la main, c'est beaucoup plus que cela et je l'ai fait avec un grand plaisir. Je continuerai à le faire parce que je considère que vous êtes une Maire de Pignan excellente.

Catherine DARDE

Monsieur le Président, nous nous connaissons depuis longtemps. Nos relations ont toujours été, jusqu'à ces derniers temps, empreintes de confiance et d'estime réciproque. J'ai cru à votre considération et même à un peu d'amitié. A la création de la Métropole, premier adjoint à la ville de Castelnau, vous m'avez proposé la première vice-présidence et vous m'avez confié une délégation que je dirais complexe. Cette mission, je m'y suis consacrée avec enthousiasme. La politique de la ville, le schéma d'accueil des gens du voyage sont autant de projets où j'ai eu le souci de respecter vos orientations, en particulier pour les douze quartiers prioritaires de la ville de Montpellier. J'ai travaillé en transversalité avec d'autres vice-présidents, notamment Chantal Marion, Isabelle Touzard, dans une approche globale des politiques publiques, autour des besoins des habitants de notre territoire. Lorsque les élections présidentielles se sont profilées, je me souviens très bien qu'en Conférence des Vice-Présidents et des Maires, vous nous avez dit : « *On va faire une parenthèse et nous reprendrons notre fonctionnement.* » J'ai eu la naïveté de le croire, c'est cela aussi la société civile. Puis vinrent les législatives qui furent pour moi un baptême du feu, du feu contre moi et contre cette société civile que je représentais. Rien ne m'a été épargné et surtout pas les mises en causes diffamatoires et la calomnie sous toutes ses formes. La fin de tout cela fut celle que nous connaissons, l'échec pour certains et la réussite pour d'autres. C'est la loi de la démocratie. Elle s'impose à tous, mais chacun peut à titre personnel mûrir la réflexion et enrichir son expérience. Aujourd'hui, Monsieur le Président, vous semblez tirer une sombre analyse de cette période, de ces résultats et en rendre responsables les élus des principales villes de la Métropole. Vous décidez de tourner le dos à tous les principes que vous défendiez ici-même, ceux que vous portiez avec fierté, comme le modèle d'une Métropole ouverte et respectueuse de toutes les communes et de leurs municipalités, quelle qu'en soit la tendance politique. On vous a cru, même si nous percevions quelques évolutions. Aujourd'hui, vous êtes devenu un autre homme, que je ne connaissais pas, que je découvre. Vous êtes devenu en France – et là, vous avez raison, vérification faite – le seul président de Métropole qui conditionne le maintien des vice-présidences et des délégations à l'adhésion ou à l'apparement – ce qui est la même chose – au groupe En Marche. Vous sabordez le Pacte de confiance, rejetez la pluralité politique, fondement de toute intercommunalité. Pire, vous blessez la démocratie locale et humiliez la population et les Conseils municipaux des sept villes de notre Métropole. Qui avant vous aurait osé faire pareille chose ? Aucun de vos prédécesseurs, quelle que soit sa personnalité ou ses engagements politiques.

A votre seule demande, Monsieur le Président, notre assemblée va destituer le tiers des vice-présidents. Des femmes et des hommes que chacun d'entre nous connaît, côtoie, estime. Des élus locaux représentants leur commune, des élus qui n'ont pas démerité dans leur mission au service de la Métropole. Aujourd'hui, ici, dans cet hémicycle de Montpellier Métropole sonne le glas de l'esprit des lois de décentralisation et de l'entente intercommunale qui ont forgé durant des décennies notre force, notre sérénité et la réussite de notre grand service public.

Monsieur le Président

Merci, Madame Dardé pour votre intervention. Vous avez indiqué une série d'événements difficiles que vous avez traversés à titre personnel et au titre de candidat et d'élus local. Je n'assume pour tous ces faits aucune paternité. Je veux bien qu'on me mette sur la tête tous les maux de la terre, mais cela, pas question. Je regrette que le Maire de Castelnau soit absent. Je regrette que le sénateur ne soit pas là. Je lui aurais rappelé son score aux sénatoriales. Je lui aurais dit que c'était à lui d'être présent pour soutenir sa première adjointe de Castelnau. Pas très courageux. Moi, mes adjoints, je les soutiens dans tous les cas de figure. (intervention hors micro). Mais vous, Madame Bouallaga, c'est une autre histoire.

Monsieur Bonnal a demandé la parole.

Pierre BONNAL

Je m'interroge, je me demande ce qu'on fait dans ce genre de tribunal. Comment se fait-il que cette assemblée soit devenue un tribunal ? Je ne reviendrai même pas sur le Pacte de confiance, cela ne sert plus à rien. Je me suis posé la question : qu'est-ce qu'on a fait ? Qu'est-ce que j'ai fait personnellement ? Je ne sais pas. Quelle erreur ai-je bien pu commettre ? Des erreurs qui auraient pu troubler la paix sociale au niveau de notre personnel ? J'ai toujours cherché à la maintenir. Des erreurs qui auraient pu mettre en péril les dépenses de personnel ? Je pense que Max m'aurait alerté. Des erreurs lors des centaines d'entretiens d'embauche que j'ai présidés depuis seize ans ? Je me souviens d'une, rappelez-vous ce que j'ai dit, Monsieur le Président, le lendemain de votre élection au Conseil général, je vous ai dit : « *Ne touchez pas aux structures de l'Agglomération, aux structures de personnel aussi bien d'encadrement que de personnel général.* » Vous l'avez fait, je pense que vous avez bien fait.

Aujourd'hui, j'ai quand même l'impression – je vais être un peu brutal, mais il faut l'être de temps en temps – qu'on se retrouve aux procès de Moscou, aux procès de Prague. Vous allez être bien embêtés, les uns et les autres qui allaient voter, pour me dire ce que vous me reprochez et pourquoi vous me virez. Pensez-y avant de glisser votre bulletin dans l'urne.

C'est bel et bien pour la fidélité à nos idées – qu'elles soient de gauche ou qu'elles soient de droite, je m'en fiche complètement, mais elles sont différentes, c'est vrai, de la pensée dominante d'aujourd'hui – que nous sommes mis au ban de cette assemblée. J'ai vu des revirements extraordinaires. « *Qui l'eût cru ! Qui l'eût dit ?* » aurait écrit Corneille. Un procès politique à la Métropole, c'est extraordinaire.

Mes chers collègues plus particulièrement – parce que je vous aime bien, j'ai appris à bien vous aimer depuis trois ans – montpelliérains, nous avons appris à nous connaître. Nous nous sommes rendu compte que nous partagions pour cette ville le même amour. Nous avons aimé les projets que nous menions ensemble, nous avons aimé – avec certains d'entre vous en particulier – nous côtoyer au sixième étage. Aujourd'hui, de votre plein gré – je n'en doute pas –, vous avez décidé de vous mettre en marche. Cela ne me regarde pas. Mais c'est vrai que je n'avais pas compris – et je pense que je n'étais pas le seul – que, pour continuer avec vous, il fallait faire allégeance à je ne sais trop qui, à je ne sais trop quoi. C'est toujours la vieille histoire du plat de lentilles, relisez la Bible.

Je voudrais conclure cette intervention pour ne pas être trop long. Il y a deux points que j'attends avec impatience. Je veux voir dans le futur la réussite d'au moins deux projets. Pour commencer, il y a la mutualisation des ressources humaines entre la Ville et la Métropole. Je sais que cela réussira parce que la structure mise en place est quasiment complètement d'origine métropolitaine. Enfin, mes chers collègues Maires que j'ai visités l'an dernier, je veux voir se pérenniser les pôles Voirie. Je crains pour eux. Je l'ai déjà dit, vous m'avez entendu en Conférence des Maires. Quelle que soit votre décision, soit le vice-président que je suis encore, soit le conseiller que je redeviendrai, aura à cœur de voir ces projets réussir.

Un autre point auquel je voudrais faire référence, c'est à tout le personnel de la maison et à ses représentants syndicaux. Je voudrais le dire – mais j'ai déjà eu l'occasion de le faire – : je ne vous oublie pas et je serai toujours là.

Enfin, Monsieur le Président, vous m'accorderez une conclusion entre nous, comme si nous étions en tête à tête. Comment ne pas revenir aux fondamentaux ? Je vais y revenir. Ma collègue de Pignan a un peu défloré le sujet. Je vous ferai don de Jaurès. J'adhère tout à fait à ce que je vais dire. Je ne plierai pas, je ne m'en irai pas en silence, je ne me soumettrai pas, je ne me retournerai pas, je ne me conformerai pas, je ne me coucherai pas, je ne me tairai pas. Ma collègue l'a dit, le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire, ce n'est pas subir la loi du mensonge triomphant.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Bonnal. C'est marrant parce que, à vous écouter parler, j'ai l'impression que vous n'allez plus siéger ici. Mais ce n'est pas le sujet. Le sujet, c'est que pour les trois ans à venir, j'ai besoin de confiance avec les vice-présidents. J'estime que l'exécutif de la Métropole doit être remanié. C'est cela le sujet. Ce n'est pas de vous destituer de quoi que ce soit. Je modifie l'exécutif, mais c'est mon droit en tant que Président.

Pierre BONNAL

Oui, c'est tout à fait votre droit, mais j'aurais aimé savoir pourquoi.

Monsieur le Président

Quand je vous écoute, j'ai la sensation que je supprime votre présence à la Métropole. Le sujet n'est pas le même, pas du tout. Madame Jabado a demandé la parole, puis Monsieur Domergue.

Claire JABADO

J'ai devant moi une déclaration de la part de Jean-Pierre Grand, Maire de Castelnau.

Interventions inaudibles**René REVOL**

Un peu de respect, s'il vous plaît. Je ne sais pas si vous interrompiez un homme de la même manière.

Claire JABADO

Je ne pense pas que ce soit humiliant pour Madame Dardé, elle est totalement au courant de cette démarche. Je vais lire la déclaration de Jean-Pierre Grand.

Interventions inaudibles**Monsieur le Président**

Vous allez pouvoir la lire, mais permettez-moi quand même de dire que la situation est plutôt cocasse. Allez-y, Madame Jabado.

Claire JABADO

« L'ordre du jour du Sénat ne me permettant pas d'être présent, j'ai souhaité que ces quelques mots puissent être portés par une mairie représentant une autre sensibilité politique que la mienne. Ainsi s'exprime la symbolique d'une assemblée qui, jusqu'à aujourd'hui, respectait nos différences politiques. Nos sept collègues tombés en disgrâce ont exercé leurs fonctions de vice-président avec compétence, dévouement et un sens du service public reconnu de tous. Vous allez voter la destitution de six vice-présidents, vos collègues, pour l'unique raison de leur refus d'adhérer au groupe politique En Marche. »

Monsieur le Président

Ça n'existe pas « En Marche », c'est « En Marche et apparentés ».

Claire JABADO

« Cette situation ne peut être minimisée tant elle est grave, lourde de sens et de conséquences. L'image de Montpellier en sortira moralement dégradée, comme l'est devenue celle de Béziers. »

Monsieur le Président

Il est candidat à Montpellier, Monsieur Grand ?

Claire JABADO

« La République nous enseigne la tolérance, l'ouverture aux autres, l'intelligence de comportement et le respect de la démocratie. Ces valeurs sont incarnées par les élus du suffrage universel avec, au premier rang d'entre eux, au plus près de nos territoires, les parlementaires et les Maires qui ont la mission sacrée de les défendre. Aujourd'hui, sept élus, sept vice-présidents de la Métropole de Montpellier vont être destitués de toutes leurs fonctions parce qu'ils incarnent l'honneur et le courage de résister à des pratiques politiques indignes en démocratie. Ces courageuses victimes de l'intolérance portent un nom, représentent une commune : Michelle Cassar, Maire de Pignan ; Cyril Meunier, Maire de Lattes ; Catherine Dardé, première adjointe de Castelnau ; René Revol, Maire de Grabels ; Isabelle Touzard, Maire de Murviel-les-Montpellier ; Pierre Bonnal, Maire du Crès. Jean-François Audrin, Maire de Saint-Georges-d'Orques, a préféré démissionner avant d'être destitué. Personne ne peut ignorer que refuser l'inacceptable, c'est respecter et défendre son propre honneur. C'est aussi rendre un immense service à la Métropole de Montpellier et aux communes qui la composent. Votre lucidité et votre courage pourraient sortir de l'impasse morale le Président de la Métropole et ceux qui l'ont aidé à théoriser, puis à mettre en œuvre cette funeste stratégie aux conséquences politiques dévastatrices.

Je prédis que pour survivre à cette folle situation, les mêmes devront multiplier des initiatives contestables à l'encontre de nos communes et de leurs élus. Je ne pense pas créer aujourd'hui le sursaut moral et républicain que beaucoup de nos concitoyens de Montpellier et de nos communes attendent, mais il est de mon devoir de tenter d'éveiller les consciences. »

Monsieur le Président

Après ce moment de littérature, la parole est à Monsieur Meissonnier, puis à Monsieur Domergue, puis à Madame Touzard, puis à Monsieur Rouilleault.

Jean-Luc MEISSONNIER

A entendre les interventions des uns et des autres, notamment celle de notre cher Sénateur-Maire de Castelnau. Je suis très étonné d'avoir occulté ici, dans cette assemblée, qu'il y a de cela quelques semaines ce même sénateur demandait ma destitution parce que je ne soutenais pas Catherine Dardé. Quant aux menaces que vient de me faire René Revol, en me disant : « *Je vais m'occuper de toi sur Baillargues.* » Tu peux venir. Mon cher collègue Maire, si cela peut te rassurer, René, je ne viendrai pas m'occuper de Grabels, par contre tu peux venir t'occuper de Baillargues, tu ne me troubleras pas les urines. Je te remercie.

Monsieur le Président

Vous comprenez que c'est difficile d'avoir confiance. Monsieur Domergue.

Jacques DOMERGUE

Jusqu'à présent, beaucoup de gens étaient finalement des perdants dans l'histoire, je comprends leur rancœur, d'autant qu'ils ont parfois un sentiment d'injustice. Je n'ai rien, je n'attends rien et je ne vais rien perdre finalement. On appartenait à un groupe qui n'existe plus. Je ne suis pas seul parce que je suis bien entouré. Je voudrais dire plusieurs choses. D'abord, vous êtes en train de vous rendre compte que changer les choses, c'est difficile. Ça, en France, on le sait et on vit une expérience extrêmement intéressante. Je pensais que, avant que chacun d'entre nous s'exprime, vous nous feriez – un peu à l'image du Premier Ministre – une espèce de discours de politique générale pour nous dire pourquoi vous changez de cap. La seule notion de perte de confiance que vous avancez me paraît un peu courte, d'autant qu'elle n'est pas réellement argumentée.

Monsieur le Président

Ce n'est pas moi qui l'argumente, ce sont les conversations qui se déploient dans l'assemblée.

Jacques DOMERGUE

Les conversations sont réactives à votre décision.

Monsieur le Président

Elles viennent illustrer le fait que je puisse avoir envie de changer une partie de l'exécutif.

Jacques DOMERGUE

Quand vous destituez quelqu'un, avant qu'on lui coupe la tête, il réagit un peu. Parfois, le corps bouge encore même après. Je voudrais dire que ce que vous faites, ce remaniement à mi-mandat est significatif de plusieurs points. D'abord – cela a été dit –, c'est contraire à l'esprit du Saurel 2014, je ne sais pas comment on l'appelait quand vous aviez la chemise hors du pantalon, maintenant elle est rentrée et cela change.

Monsieur le Président

Ce n'est pas vrai.

Jacques DOMERGUE

Elle est toujours dehors, d'accord. Mais il y a la cravate. Ce n'est pas l'esprit que vous souhaitiez insuffler à la Métropole puisque vous nous aviez dit – à ce moment-là, vous étiez d'accord avec le sénateur Grand – que la Métropole était un lieu où l'intérêt général était privilégié par rapport aux intérêts particuliers. D'ailleurs, vous m'aviez dit que cela ne servait à rien de faire des groupes et, comme nous l'avions compris, le groupe qui était dans les faits ou administrativement inscrit, n'a pas fonctionné, n'a eu aucun moyen pour fonctionner, nous n'avons d'ailleurs rien revendiqué. Je me rends compte aujourd'hui que vous revenez à vos travers, vous refaites de la politique – on l'a déjà vu quand vous vous êtes lancé dans la campagne des régionales – du Maire à plein temps et sur un mandat unique – maintenant, vous y serez obligé –, on a vu que Philippe Saurel avait d'autres ambitions. Je crois qu'il faut revenir sur les bases et sur la Métropole.

Le deuxième point qui me vient à l'esprit, c'est que ce n'est pas parce que nous sommes à mi-mandat que vous remaniez, c'est parce qu'il y a eu des élections. Je crois que ces élections – on le voit – sont significatives de ce qui se passe à Montpellier. Vous avez eu le sentiment que votre groupe et votre sensibilité, qui pouvait être un peu à l'avant-garde de ce qu'a fait Emmanuel Macron au niveau national, risquaient d'être

pris entre deux feux, peut-être trois, peut-être quatre. Sur votre gauche, la France Insoumise a affiché des ambitions et, si elles étaient réelles, nous serions à vos côtés parce que ce serait le désastre pour notre ville – je ne parle pas de personnes, je parle de politique – ; et sur votre droite, le mouvement En Marche – dont vous essayez de récupérer le leadership – peut-être demain une difficulté. Si, un jour, les Républicains refont surface, ils pourront avoir des ambitions, pas au travers de moi mais il y aura sûrement d'autres personnalités. Et vous avez le Front National qui se nourrirait des échecs du Président actuel et qui pourrait être revigoré. Vous êtes donc en danger, vous l'avez senti et c'est plutôt bien qu'un politique réagisse.

Le troisième point, à mon sens, c'est que vous n'avez pas perçu ce danger uniquement dans les urnes – parce qu'il a été réel, il s'est traduit effectivement et Stéphanie Jannin en a fait les frais –, mais ce mécontentement se traduit également au niveau de la ville. Il n'y a pas que le centre-ville qui réagit et qui estime qu'on ne s'occupe pas assez de lui. Il y a aussi un mécontentement général avec les difficultés que nous avons à positionner Montpellier face à une grande Région et à une Métropole toulousaine très forte.

Finalement, si je résume ce que vous nous avez proposé, vous nous proposez aujourd'hui, pratiquement dans la deuxième partie du mandat, de faire ce que je vous avais proposé entre les deux tours des élections municipales, c'est-à-dire de fusionner nos listes pour agréger les compétences des uns et des autres et faire en sorte qu'on mette le plus de compétences au service de Montpellier. Je ne critique pas et je ne dis pas que ceux qui sont à vos côtés ne sont pas compétents, mais je pense que si vous avez gagné les élections municipales, c'est en grande partie parce que l'idée d'un rapprochement entre votre liste et la nôtre a beaucoup séduit les Montpelliérains et vous en avez été le seul bénéficiaire. Je dois dire que j'en ai été sûrement la victime. Il était encore temps de fusionner entre les deux tours, c'est dommage car je pense qu'on aurait pu faire ensemble de grandes choses. Vouloir y revenir aujourd'hui – à mon avis, c'est maladroit – uniquement sous l'angle politique – le problème qui gêne tout le monde, c'est la politique –, c'est vouloir certes vous entourer d'hommes et de femmes qui vont être repeints En Marche, mais on va voir ce qui en résultera.

Monsieur le Président

Ce n'est pas un parti politique, Monsieur Domergue, et il y a les apparentés.

Jacques DOMERGUE

Vous essayez de récupérer le label politique, c'est-à-dire de privilégier l'action politique sur l'action publique de gestion d'une collectivité comme la nôtre qui suppose beaucoup de dynamisme et beaucoup d'implication. Je vous l'ai dit quand vous m'avez demandé de participer au projet « Montpellier, capitale santé », je vous ai dit que je considérais que nous n'avions pas assez de place dans ce projet, que la commission à laquelle j'appartiens ne s'est quasiment jamais réunie, et qu'aujourd'hui, on apprend qu'il va y avoir une manifestation en octobre, mais on n'est toujours pas au fait de ce qui va se passer. Un jour, on va nous mettre devant le fait accompli, comme cela a été fait quand l'Etat a donné de l'argent pour le projet « Montpellier, capitale santé » sans que la Métropole, sans que les élus de la Métropole aient un avis à donner, ce qui n'aurait pas été le seul avis décisionnel mais qui aurait été sûrement quelque chose de positif pour ce dossier. Ce qui se passe aujourd'hui à Montpellier, c'est que nous risquons de sacrifier à l'intérêt politique la notion d'intérêt général et la notion de gestion de notre collectivité. C'est très grave parce que, à un moment où Toulouse est en train de s'envoler, à un moment où – vous l'avez vu sûrement comme moi – Toulouse a tout, Toulouse est en train d'investir pour promouvoir sa ville, il ne faudrait pas que Montpellier s'endorme et soit le produit ou la victime des guerres picrocholines qui peuvent resurgir alors que, au départ, vous aviez fait le consensus sur ce sujet.

La vraie question que je me suis posée, c'est : que signifie ce groupe « Montpellier En Marche » par rapport au mouvement « En Marche » ou « La République En Marche ».

Monsieur le Président

Et apparentés.

Jacques DOMERGUE

Et apparentés si vous voulez, ce n'est pas le problème. Un point m'a interpellé. J'ai interrogé une personne : le suppléant de la référente En Marche sur Montpellier, Monsieur le Maire de Montaud, à qui j'ai demandé s'il adhère – il vous donnera sûrement sa réponse – à votre mouvement. La logique eut été que, pour avoir le label En Marche, celui qui est le suppléant de la référente En Marche sur Montpellier soit la caution morale, faute d'avoir la caution présidentielle ou de Monsieur Ferrand, pour que votre mouvement « En Marche » soit réellement en phase avec le mouvement En Marche national. Ça, c'est un véritable point d'interrogation. C'est bien beau de vouloir faire un groupe politique. Il est vrai que votre sensibilité pendant

les municipales était de dire : on se départit des partis politiques pour arriver au bout, c'est ce que vous avez fait. Aujourd'hui, revenir dans un mouvement politique dont vous n'avez pas été l'un des pionniers, puisque vous aviez des doutes comme chacun et chacune d'entre nous, en espérer le leadership en prévision des prochaines municipales, je ne suis pas certain que ce soit bénéfique pour la collectivité que vous présidez.

Voilà, Monsieur le Président, les réflexions que je me faisais. J'ai su qu'il y avait danger, quand j'ai vu les scores de Mélenchon, que la ville bascule un jour dans les mains de la France Insoumise. C'est un des points qui nous rassembleraient : là, je pense qu'il y aurait une réelle difficulté pour la ville de Montpellier. A ce moment-là, tous secteurs ou tous clans politiques confondus, nous serions à vos côtés pour essayer de régler ce problème.

A partir de cet instant, Monsieur le Président, je ne vois pas pourquoi. Nous nous sommes posé la question de savoir si nous pouvions avoir une place dans votre mouvement, même au niveau des apparentés. La réflexion a été difficile à mener, mais nous avons quand même une sensibilité politique proche des Républicains, même si notre mouvement est en grande difficulté. C'est la raison pour laquelle nous avons souhaité ne pas adhérer au mouvement En Marche ou aux apparentés et rejoindre le mouvement – je ne sais pas comment Arnaud va l'appeler – des sensibilités de droite de notre famille politique, puisqu'il faut se politiser, afin de continuer à travailler dans l'intérêt général pour cette collectivité. Comme nous n'avons rien, nous n'attendons rien de plus.

Monsieur le Président

Vous avez dit plein de choses, Monsieur Domergue. Je ne vais pas répondre à tout. Il est important de donner à la Métropole un deuxième souffle. Ce deuxième souffle sera très certainement illustré par les modifications législatives qui risquent de déboucher sur un vote au suffrage universel, dont a parlé tout à l'heure Pierre Bonnal, je crois. Une réforme des collectivités territoriales va être opérée avec le transfert des compétences entre les départements et les Métropoles. C'est aussi la façon que nous avons de donner ce deuxième souffle à la Métropole. C'est un souhait du gouvernement d'aller le plus vite possible, puisque c'est au mois de juillet que les premières discussions devraient débiter. Elles ont déjà commencé à France Urbaine, pilotées par le Maire de Toulouse Jean-Luc Moudenc. Pour sourire, vous avez parlé tout à l'heure du Maire de Montaud. Mais le Maire de Montaud a toujours un vote qui lui est personnel, depuis le début. Par exemple, sur les transferts de compétences avec le Département, c'est le seul qui se soit abstenu. Je ne lui en fais pas grief, il l'a fait. Mais nous étions tous d'accord dans la Conférence des Maires, je n'ai rien dit. La parole est à Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Chers collègues, le Président vous demande de voter ma destitution du poste de vice-présidente parce que, apparemment, je n'aurais pas ou plus sa confiance, je n'aurais donc pas ou plus votre confiance. J'aurais donc failli. Je me pose la question : ai-je failli dans l'accomplissement de ma délégation à l'agro-écologie et à l'alimentation ? Je ne vais pas revenir sur tout ce que nous avons engagé sur la base des ateliers menés avec les élus des trente-et-une communes et dont nous avons rendu compte ici. Ces actions que nous avons votées il y a deux ans et qui commencent à se mettre en place cette année ont été discutées avec Monsieur le Président, avec Christian Fina, il y a encore quelques mois, juste avant les présidentielles, dans le jardin de la mairie à Murviel, sous les cerisiers en fleurs. Tout a été validé en bloc, sans aucune remarque. Si ce n'est pas au niveau de ma délégation que j'ai failli, alors aurais-je failli peut-être en outrepassant ou en n'exerçant pas bien cette position de vice-président ? Peut-être en abusant au bénéfice de ma commune, par exemple ? En Bureau des VP, je n'ai jamais abordé de question proprement murviellose ou de commune. J'ai toujours conservé la posture pour laquelle vous m'avez élue, celle de l'intérêt intercommunal, n'intervenant que sur des questions d'intérêt général. Je n'ai jamais abusé de ce poste pour négocier quoi que ce soit pour ma commune par exemple. Les projets de la Métropole sur la commune de Murviel, en maîtrise d'ouvrage métropolitaine, sont eux aussi parfaitement clairs, décidés par le Président et ils sont d'intérêt métropolitain, qu'il s'agisse de la réfection du musée archéologique, de la réfection du site archéologique dans le cadre du CPER, etc. Ai-je failli à ce niveau ? Je me pose la question. Ai-je failli parce que je n'aurais pas été fidèle à mes engagements ? Vous me connaissez, je suis extrêmement attachée à ces valeurs, je n'ai rien changé depuis trois ans. Monsieur le Président est venu me voir au lendemain des élections municipales pour me proposer un poste de vice-présidente. Je l'ai remercié à ce moment-là. J'étais une toute jeune élue et je l'ai remercié d'avoir pensé à moi. Notre posture à Murviel, sans étiquette, divers gauche, citoyenne et écologiste, faisait écho à la sienne, disait-il à cette époque. Depuis, je n'ai pas changé. Je suis restée droit dans mes bottes et je ne trahirai pas la confiance que m'ont accordée les électeurs de Murviel. Je ne suis pas plus proche, Murviel n'est pas plus proche de la France Insoumise que de tout autre parti du très large éventail de la gauche allant jusqu'au centre. Le Président le sait, c'est sans doute pour cela

qu'il ne m'a contactée à aucun moment. J'ai tout appris dans la presse et ici en salle. Je considère donc que je suis un pion, je ne suis pas le bon pion ; que la commune de Murviel compte pour très peu dans la Métropole et dans la nouvelle stratégie – vous l'avez bien dit, vous avez changé de stratégie. Les habitants de Murviel en tirent les conséquences aujourd'hui. L'objectif de coopération intercommunale était le seul objectif vraiment annoncé depuis ces trois dernières années. Vous savez combien j'y ai adhéré, combien j'ai voulu jouer ma partie dans ce noble objectif. Je me rends compte que ce n'était donc qu'un miroir aux alouettes, une démocratie de façade. Le miroir est brisé – je reprends les termes de Michelle Cassar. Quoi qu'il en soit, à l'issue de ce vote – je fais une demande très formelle à l'assemblée des élus –, de très nombreux organismes, de très nombreuses associations, entreprises, services se sont embarqués, je les ai embarqués dans cette démarche pour la transition agro-écologique sur notre territoire. Le monde scientifique s'est aussi profondément impliqué. Je les remercie vivement et je souhaite seulement que leur engagement aux côtés de la Métropole soit respecté et que tous ces efforts n'aient pas été vains.

Monsieur le Président

Je vous ai appelée, Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Vous ne m'avez pas appelée.

Monsieur le Président

Deuxième point : il est hors de question de revenir sur un des projets qui se situent à Murviel. On continuera de travailler sur les projets de Murviel. Il s'agit pour moi d'enclencher un deuxième souffle sur la Métropole, en confiance. C'est tout. Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Je veux bien prendre la parole mais j'ai vu Monsieur Rouilleault et d'autres personnes demander la parole avant moi. René Revol a demandé la parole avant moi. Je fais comme vous voulez, mais il y a un ordre.

Monsieur le Président

On va reprendre l'ordre pour ne pas se perdre : Monsieur Rouilleault, Monsieur Meunier, Monsieur Audrin, Monsieur Revol, Monsieur Lannelongue, Monsieur Balazun, Monsieur Meissonnier, Monsieur Raymond. La parole est à Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Comme on le voit à l'émotion qui règne dans cette assemblée aujourd'hui, le retrait que vous avez fait de six délégations et la demande qui est faite au Conseil de retirer six vice-présidences est un moment essentiel de la vie de notre collectivité. Pour prendre la mesure, il faut se rappeler un peu l'histoire et de nouveau se féliciter de la façon dont vous avez conduit le passage de l'Agglomération en Métropole au début de votre mandat. Cela n'allait pas de soi. La transformation de District en Agglomération a fait des dégâts dont nous payons encore les conséquences. Beaucoup craignaient l'affaiblissement des communes, maillon essentiel de la proximité avec les citoyens. Certains élus étaient mandatés explicitement pour s'opposer au passage en Métropole. La négociation du Pacte de confiance a permis la construction d'une « *Métropole douce* » – je vous cite –, « *une Métropole consentie et négociée* » – là, je cite le Pacte de confiance – en apportant des garanties : la Conférence des trente-et-un Maires, le veto des Maires en matière d'urbanisme. Lors des conférences des Conseils de juillet et d'octobre, les Maires et les élus qui, comme moi, avaient fait campagne pour la Métropole ont évidemment voté pour. D'autres, nombreux, les ont rejoints et les cinq communes qui avaient finalement voté contre ont décidé de respecter la décision très majoritaire, c'est-à-dire le passage en Métropole et son mode d'emploi qu'est le Pacte de confiance métropolitain. Depuis 2014 par ailleurs, avant même la constitution de la Métropole, le bureau est un bureau large qui réunit toutes les sensibilités politiques jusqu'à aujourd'hui, des Républicains au Front de Gauche. C'est une situation exceptionnelle en France, qui impose la recherche permanente de compromis, guidée par l'intérêt général. Gardons-nous de défaire ce que nous avons construit ensemble. Comme prévisible, le bateau de la Métropole a tangué pendant et après les élections présidentielles et législatives, d'autant que ces élections ont été des chamboulements avec les défaites des deux grands partis d'alternance. Des comportements regrettables ont eu lieu, et ce de plusieurs côtés, s'éloignant de l'esprit du Pacte de confiance. Je pense d'abord à la demande du Maire de Castelnau de retirer la vice-présidence au Maire de Baillargues au motif qu'il soutenait un candidat Les Républicains dissident, demande qui a été opportunément refusée. Je pense aussi au choix du Maire de Grabels de se présenter en-dehors de la circonscription de sa commune pour concurrencer, avec succès, à Montpellier la candidate soutenue par le Maire et le Président de la Métropole. C'est dans ce contexte que vous avez annoncé à la presse que vous changiez de stratégie et retirez la délégation aux Maires et vice-présidents au

motif qu'ils ne souhaiteraient pas adhérer au groupe En Marche ou y être apparentés. La constitution du groupe En Marche à la ville de Montpellier est logique après le résultat des présidentielles. A la Métropole, pourquoi pas. En revanche, constituer un exécutif politiquement homogène est explicitement contraire au Pacte de confiance pour 2014-2020. Je cite la page 2 du Pacte de confiance : « *La déclinaison concrète des principes qui sont donnés en page 1 concerne la nature et le fonctionnement des instances politiques et techniques de la Métropole* », s'en suit une liste et à l'alinéa sur le bureau métropolitain, je lis : « *Le bureau métropolitain est représentatif des communes de la Métropole auxquelles il accorde une place prépondérante, tout en respectant l'expression pluraliste des élus.* » Je pense que, malheureusement, en exigeant que vos vice-présidents soient tous adhérents à En Marche ou apparentés, ce principe d'un bureau métropolitain respectant le pluralisme est mis en cause.

Monsieur le Président

Vous tordez le règlement. On ne parle pas de l'exécutif, on parle des élus.

Henri ROUILLEAULT

Je parle du bureau métropolitain. Il y a par ailleurs un paragraphe sur le Conseil métropolitain qui est évidemment pluraliste. Le bureau métropolitain, c'est le Président et les vice-présidents.

Monsieur le Président

Il est pluraliste en termes de politique.

Henri ROUILLEAULT

Si le pluralisme, c'est uniquement le mouvement En Marche, je pense qu'on n'est plus dans le pluralisme.

Monsieur le Président

Et apparentés.

Henri ROUILLEAULT

Même apparentés, cela ne reste pas pluraliste. Je vous cite toujours, parce que j'ai bien entendu les débats que nous avons eus tous ensemble, et qui étaient de grande qualité, en juillet et en octobre 2014 et qui ont permis la constitution de la Métropole.

Monsieur le Président

Au Conseil municipal de Castelnau, cela se passe comment ?

Henri ROUILLEAULT

Pas toujours bien, vous le savez. Il n'y a aucun problème. Je ne vous suggère pas de prendre Jean-Pierre Grand comme modèle de démocratie. Je vous cite, c'est la conclusion en octobre 2014 que vous avez eue après le vote confirmant, à cinq communes près – dont j'ai parlé tout à l'heure –, la constitution de la Métropole : « *Loin d'exclure, je suis là pour rassembler.* » C'est Philippe Saurel qui parle. Gardez cet état d'esprit, Monsieur le Président. Mieux vaudrait un report du vote de cette délibération et que vous preniez le temps nécessaire pour recréer la confiance avec les Maires et les vice-présidents concernés. Des erreurs ont eu lieu de plusieurs parts et pas seulement de la vôtre, j'en ai parlé tout à l'heure. Il est encore temps de se ressaisir. Nos concitoyens nous attendent, mais pas pour de nouvelles controverses politiciennes. Ils nous attendent pour mener à bien l'énorme chantier en cours avec le SCoT, le nouveau PLUi, le PDU, le PLH, la réussite de la Régie publique de l'eau, la relance de la LGV Montpellier-Perpignan, le démarrage de la ligne 5, le développement économique. C'est là-dessus que nous sommes attendus et c'est là-dessus que nous pourrions travailler tous ensemble. Si les délégations sont un pouvoir discrétionnaire du Maire ou du Président d'EPCI – j'ai aussi regardé le CGCT pour comprendre exactement de quoi il s'agissait –, le Maire ou Président de l'EPCI ne peut retirer une délégation que dans l'intérêt du service. Reste évidemment à définir ce qu'est l'intérêt du service. Le cas échéant, ce peut être une prise de position en faveur d'un candidat opposé au sien, c'est accepté par la jurisprudence. Mais ce ne peut pas être pour rééquilibrer les différents courants du Conseil, toujours selon la jurisprudence. Sachons donc, comme la jurisprudence nous y invite, faire preuve de sagesse et d'esprit de rassemblement. Le rassemblement est la condition de la réussite dans un pays divisé comme le nôtre – quatre candidats ont obtenu près de 20 % au premier tour de la présidentielle. Au moment où Emmanuel Macron cherche à rassembler – et je souhaite le succès de son quinquennat –, ce serait dommage de finir cette mandature à la Métropole dans la division. Pour un exécutif homogène, attendons un éventuel changement de mode de scrutin dans la Métropole – Renaud Calvat et vous l'avez évoqué – et je suis, comme eux, ouvert à cette élection au suffrage universel, mais cela se fera en 2020. Pour conclure, si malgré mon souhait cette délibération est mise au vote, je m'abstiendrai. Cette

position tient au fait que ce retrait est inopportun et à tout le moins prématuré. Cela me confirme dans une posture de soutien critique à la gouvernance de notre collectivité.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Rouilleault. Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Quand on intervient au bout d'un moment, plein de choses ont déjà été dites. Je m'en excuse, mais il faut quand même qu'on prenne le temps d'expliquer l'état d'esprit qui est le nôtre et l'histoire qui est la nôtre à chacun d'entre nous à l'intérieur de cette assemblée. Rompre avec cinquante-deux années d'intercommunalité basée sur la coopération entre les communes n'est jamais anodin, c'est dangereux et au vu de la tenue de cette assemblée, cela commence à ressembler à un gâchis. Rompre avec un état d'esprit de travail dans la confiance entre Montpellier et les communes qui l'entourent est dévastateur. J'attire votre attention sur le fait que les sept vice-présidences sont tenues par des Maires des communes avoisinantes. Depuis seize ans, Lattes est revenu dans la dynamique intercommunale. Pour les plus anciens d'entre nous, on sait qu'on sortait de guéguerres partisans qui avaient bloqué des travaux environnementaux essentiels pour nous : les problèmes d'inondations, les problèmes du Thôt – il n'y a pas si longtemps, nous déchargeons les ordures ménagères de toutes les communes de la Métropole, à l'époque du District, à ciel ouvert en zone Natura 2000. Nous avons également une équipe municipale avant la nôtre – seize ans, c'est à partir du moment où je suis arrivé avec mes colistiers à la tête de la commune – qui bloquait le fonctionnement du district. Pour ceux qui ne le savent pas, la commune de Lattes attaquait les subventions aux communes données par le District. Depuis seize ans, Lattes a apporté des solutions, entre autres en termes d'assainissement, permettant à beaucoup de vos communes de venir se raccorder à Maera, tout en faisant abstraction dans un souci de solidarité général des nuisances que subissent les Lattois par rapport au fonctionnement de cette usine qui a été mal conçue à l'origine. Vous voulez que je vous dise la vérité ? Ça pue. Sauf que cela pue depuis pratiquement dix ans et que vous n'en entendez jamais parler ici. Parce que le comportement des élus de Lattes est un comportement que je qualifierais, permettez-le-moi, d'exemplaire en matière de solidarité intercommunale. Depuis seize ans, comme Pierre Bonnal – nous sommes les deux anciens –, on gère en qualité de vice-présidents des dossiers techniques compliqués que peu d'entre vous ont envie de gérer : le personnel, les inondations... Je me suis même mis à l'assainissement à un moment donné pour Maera, à la gestion des déchets que Philippe m'a confiée trente secondes avant l'ouverture du premier Conseil de Métropole où on donnait les délégations. Il m'a dit : « *Ça ne t'embête pas ? Tu veux bien les prendre ? C'est super.* » Je lui ai dit : « *Vas-y, je m'en occuperai.* » J'y ai passé un bon bout de temps, j'ai en particulier remis en route Amétyst qui est rentable et qui fait trente mille tonnes de compost.

Monsieur le Président

Nous avons remis en route Amétyst.

Cyril MEUNIER

Nous l'avons remis en route, mais je prenais la responsabilité de vice-président. Dans mon rôle de vice-président, j'ai fait en sorte que cela se fasse comme ça s'est fait, en plus avec des solutions financières qui ont ravi mon ami Max Levita et nous tous. A ce que je sache, je n'ai failli dans aucune de mes missions depuis seize ans. Alors où est le problème de confiance ? Pourquoi aujourd'hui suis-je avec Isabelle, Michelle, Catherine, René, Pierre proposé à un vote de destitution ? Je m'en pose encore la question aujourd'hui. Sûrement pas pour avoir fait un manquement à mes obligations de solidarité, puisque je vais même vous donner quelques points d'histoire. Ironie du sort, j'ai été un des derniers à m'opposer à la méthanisation et je m'y suis plié parce que la majorité, à l'époque, voulait qu'on fasse une usine de méthanisation. L'ironie, c'est qu'après je m'en suis occupé. J'étais contre la Régie de l'eau, mais c'était votre engagement à Montpellier, ainsi qu'à Grabels et d'autres communes. Nous, nous n'y étions pas favorables. On s'est plié et on a voté avec vous. Il y a plein d'autres sujets sur lesquels je peux vous prouver la solidarité de la commune de Lattes. On parle du musée archéologique de Lattes, sachez que plus de la moitié du budget est amené par les contribuables lattois en compensation. Nous sommes attachés, comme Jean-François Audrin qui a démissionné et beaucoup d'autres dans cette assemblée, à l'esprit intercommunal et nous refusons l'instauration d'un groupe politique majoritaire confisquant tous les postes. Voilà notre faute. C'est cela la faute de confiance. Les sujets évoqués pour justifier le manque de confiance laissent rêveur. « *René Revol attaque la Métropole sur la gare de la Mogère* » : c'est faux. René attaque le PPP, peut-être à tort, peut-être à raison, je n'ai pas fouillé le dossier, je ne dis pas qu'il a raison. Il attaque le PPP, il n'attaque pas la Métropole. Rappelez-vous que moi, à titre personnel, pour la commune de Lattes, j'ai attaqué pendant plus de trois ans, voire quatre ans le doublement de l'A9. Jamais, à aucun moment Georges Frêche, dont on connaît le caractère particulièrement calme, n'a demandé m'a destitution. Pourtant, c'était un sujet qui énervait beaucoup

dans les rangs ici, les anciens élus et même certains élus qui restent ici.

Catherine Dardé s'est présentée aux législatives. Moi aussi, en 2012, contre le candidat officiel de la gauche. A l'époque, c'était Jean-Pierre Moure du PS qui était patron de la Métropole. Jamais au grand jamais Jean-Pierre n'a fait pression sur moi et demandé ma destitution.

Rappelons enfin que, quelques semaines avant les législatives, Philippe a réuni l'ensemble des Maires au château de Castries pour dire qu'il ne donnait pas – il avait raison – suite à la demande de Jean-Pierre Grand de destituer Jean-Luc Meissonnier parce que Jean-Luc Meissonnier ne soutenait pas Catherine. Il avait raison. A ce moment-là, que nous a-t-il dit ? Que nous sommes-nous dits, tous ? On s'est dit : on part comme d'habitude aux élections locales ou législatives. Les précédentes étaient les cantonales où Jean-Pierre Rico et Isabelle Guiraud étaient opposés à moi. Depuis, je ne pense pas qu'ils aient à se plaindre de mon comportement en tant que conseiller départemental. Regardez les répartitions de financements, vous verrez que la commune qui en a le moins, par rapport au nombre d'habitants, c'est Lattes, parce qu'on avait des besoins sur Pérols et sur d'autres territoires. Philippe avait dit : *« A l'issue de ces législatives, on se retrouve et on continue de travailler dans la sérénité parce qu'on fait du bon boulot. »* Oui, on fait du bon boulot. On fait de l'excellent boulot. Le fonctionnement actuel est un bon fonctionnement, y compris quand il faut que j'aie à défendre le PAPI alors que je n'ai plus la compétence. Avec Jackie, on est allé défendre le PAPI pour Juvignac, Grabels et les autres communes qui en avaient besoin. Quelles sont les fautes politiques d'Isabelle, Michelle et Pierre ? Je ne sais pas. Je m'attendais à en connaître aujourd'hui les raisons, je ne vois pas.

Politiquement, pour ma part, je voudrais m'inscrire en faux par rapport à des propos qui sont tenus régulièrement. Il m'a été rapporté qu'on disait que j'avais fait voter contre Patricia Mirallès. C'est entièrement faux, je ne me suis pas du tout occupé des législatives. J'avais bien d'autres chats à fouetter. A titre personnel, j'étais dans une situation, que d'autres peuvent connaître, avec mon papa qui passait d'AVC en AVC et qui était en train de rentrer dans Alzheimer. J'avais bien d'autres chats à fouetter. La présence de Rosy Buono ou de Marcel Acquaviva derrière Patricia, qui sont deux de mes élus principaux, montrait que, bien au contraire, nous n'étions pas du tout opposés à l'élection de Patricia et je la félicite. D'ailleurs, de l'avis de nombre d'observateurs, c'est moi qui depuis 2001 – pas depuis 2014 – ai ramené la deuxième commune de la Métropole dans l'esprit intercommunal en retirant l'équipe précédente qui était particulièrement partisane – et dont j'ai rappelé les mauvaises basses œuvres. Ma liste est une liste qui n'est pas une liste d'apparentés, c'est une liste sans étiquette et de citoyens, et ceci depuis trois mandats. Avec des opinions différentes en son sein mais qui travaille dans l'intérêt de Lattes et souvent qui prend le parti de l'intercommunalité contre l'intérêt de Lattes et ceci depuis seize ans, je l'ai prouvé tout à l'heure.

De l'avis de nombre d'observateurs locaux, je suis l'un des élus de la Métropole les plus « Macron-compatible », c'est extraordinaire. Pourtant, je n'ai pas été invité au Conseil général à rentrer dans le groupe qu'ont créé nos collègues au Conseil général, on ne me l'a pas demandé. Ce n'est pas l'étiquette du groupe qui m'a posé problème quand j'ai dit non. Ce sont deux choses. La première, c'est que ce groupe était appelé à confisquer la totalité des vice-présidences, ce qui est contre l'état d'esprit qui nous dirige depuis cinquante-deux ans, depuis l'origine du District. Pourtant, on a eu des présidents qui étaient des partisans ou qui étaient des durs à cuire.

Depuis tout à l'heure, on tourne un peu autour du pot. Ce groupe, c'est un groupe d'apparentés, mais d'apparentés à qui ? A quoi ? Combien y a-t-il de marcheurs à l'intérieur de ce groupe ? Et ne le comparez pas au Conseil général. Au Conseil général, on y va en vote nominal devant les électeurs, on y va tous non pas pour représenter notre commune mais pour se présenter nominativement à un mandat que les électeurs nous donnent. Quand je me suis présenté au Conseil général, j'ai bien dit que je continuerai, comme je l'avais fait lors de mes mandats précédents, à travailler avec la majorité, comme le faisait Philippe avec moi à l'époque.

Oui, j'ai écrit aux députés En Marche, parce que j'entendais ici ou là que l'ordre avait été donné par Emmanuel Macron, que c'était le mouvement qui demandait à ce qu'on politise les intercommunalités. Ça m'a étonné. J'avais passé quelques coups de fil à droite et à gauche, auprès de mes réseaux à Paris et dans certaines villes. La réponse était non. J'ai interrogé l'ensemble, y compris Patricia, pour savoir ce qu'elle en pensait, et Coralie Dubost, que je ne connais pas du tout, que je n'ai jamais vue, mais que je remercie car elle m'a répondu. Elle m'a répondu la chose suivante : *« Référez-vous à la dépêche de l'AFP du 2 juin dernier, émanant de l'Élysée, disant que le mouvement ne reconnaît aucun groupe En Marche autoproclamé dans les collectivités locales. »* Elle me confiait également son étonnement quant à la demande qui m'a été

faite de quitter mon poste de conseiller départemental si j'adhérais au groupe à la Métropole. Cette demande m'a été faite par Christian Fina – parce que ce n'est pas Philippe qui m'a téléphoné, mais Christian Fina qui est DGS de la ville et DGS de la Métropole, et qui *a priori* dans ses fonctions de DGS (cela m'a aussi étonné) a un rôle politique. Christian m'a dit : « *On sait que tu ne viendras pas* – déjà, ça démarrerait bien. *Si tu viens, Philippe te demande de quitter ton poste de conseiller départemental.* » A quel titre ? Je ne vois aucune raison de quitter mon poste de conseiller départemental puisque non seulement ce sont les électeurs qui me l'ont donné, ce n'est pas Philippe Saurel. Je ne crois même pas que tu m'aies soutenu à cette époque-là. Si tu l'as fait, je te prie de m'excuser, je ne m'en rappelle pas. Et puis, le cumul n'existe pas dans les lois actuelles, ni dans les lois à venir portées par le groupe En Marche. Donc je ne suis ni actuellement légalement, ni dans le futur touché. L'éthique, elle va très bien, je vous remercie ; et je vous demande de me laisser finir, s'il vous plaît, on n'est pas dans une cour de récréation.

Alors voulait-on vraiment de moi dans ce groupe ? Non. Parce qu'il y a un problème de confiance entre Philippe Saurel et moi. Pourquoi ? Je ne le sais toujours pas. Même si on m'a relaté un certain nombre de choses qui relèvent du fantasme le plus total. Alors, chers collègues, avec la perte des six postes plus celui de Jean-François Audrin, ce sont sept postes de vice-président détenus par les villages de notre Métropole qui sont repris et remis en jeu. A d'autres villages, peut-être, c'est vous qui déciderez puisque ce sera un vote interne au groupe majoritaire. Le groupe majoritaire communal de Philippe Saurel pèse trente-et-une personnes dans cette assemblée. Je ne souhaite pas mettre en cause aucun des membres du Conseil municipal de Montpellier, d'autant que le bulletin dans un isoloir leur a été refusé. Je m'adresse donc exclusivement aux représentants des groupes d'opposition de Montpellier et du reste des villages. Rien ne nous oblige aujourd'hui à remettre en cause le fonctionnement de la Métropole tel qu'il est aujourd'hui et qui est reconnu exemplaire par tout le monde, y compris dans cette assemblée. Si vous votez abstention, vous votez pour nos destitutions et vous entraînez notre institution dans trois années de confrontation politique et de perte de confiance. On vient déjà de voir qu'un groupe politique a été créé – et tu en as tout à fait le droit, Arnaud, et en plus tu es rejoint par un autre groupe qui se dissout de lui-même, c'est fabuleux. De plus, nous représentons des villages, cette nouvelle répartition risque d'être encore plus favorable à la ville centre. Ce qui était un engagement de Philippe Saurel au début, que je remercie d'ailleurs parce que ce n'était pas le cas précédemment. Nous ne siégeons pas ici pour garantir la réélection de qui que ce soit, ni de Philippe Saurel, ni d'aucun d'entre nous, à aucune mairie. Nous siégeons ici pour garantir le maintien et l'amélioration des services publics de l'eau et de l'assainissement, des routes, de l'environnement, du développement économique, du développement harmonieux et respectueux de notre territoire, du rayonnement de notre Métropole par la culture et le sport de haut niveau. Et ceci, sur l'ensemble de nos trente-et-une communes, pas seulement sur Montpellier, même s'il y a beaucoup de choses à réparer dans Montpellier.

Si vous faites en sorte par votre vote que les six ou sept vice-présidences nous restent acquises – je pense pouvoir parler au nom de toutes les personnes qui se sont exprimées aujourd'hui et qui ont la tête sur le billet –, nous reprendrons notre travail avec sérénité et nous serons tellement heureux que l'esprit métropolitain, après cinquante-deux années de bon fonctionnement, continue et on continuera.

Je terminerai par une citation, il s'agit de Stefan Zweig dans *Magellan* : « *La main qui repousse l'homme le rend à lui-même.* » Je vous remercie de m'avoir écouté dans le silence, je ne pensais pas y arriver. Je vous remercie vraiment du fond du cœur de votre attention.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier. Monsieur Revol.

René REVOL

Il faut d'abord préciser d'où on parle. Je parle ici parce que j'ai été élu par les Grabelois et le Conseil municipal de Grabels. C'est le mandat que m'ont donné les citoyens. La liste que nous avons conduite à Grabels, que ce soit en 2008 ou lors de la réélection en 2014, est une liste citoyenne fondée sur un programme précis. Il n'y a pas un seul observateur aujourd'hui du territoire qui ne convient pas que nous avons profondément transformé la ville de Grabels. Ce programme, que nous réalisons pied à pied, je l'ai développé en mettant à distance l'Agglomération parce qu'elle ne voulait pas m'associer étroitement à cela dans la mandature précédente et je l'ai développé dans celle-là en m'associant à la Métropole et à l'Agglomération. Notre programme, c'est ce qui nous soude et il nous soude beaucoup plus que la moindre étiquette politique. Je pense que c'est la garantie pour une bonne gestion du service public communal de ne pas l'identifier à une étiquette politique plutôt qu'à une autre. Cela ne signifie pas bien sûr que dans notre liste les gens ne sont pas libres, ils le sont totalement soit de ne pas s'engager, soit de s'engager politiquement. J'ai une identité politique claire et affirmée, mais lorsque j'ai besoin de défendre cette identité politique claire et affirmée, je

n'utilise pas la ville de Grabels pour le faire, je vais me présenter sur mes idées devant les électeurs. Cela a été le cas dans la première mandature, puisque j'ai été amené à conduire une liste aux élections régionales du Languedoc-Roussillon en 2010. Certains m'avaient promis une défaite assurée aux élections municipales suivantes parce que je défendais une position minoritaire politiquement. Mais les électeurs et les citoyens grabelois sont assez intelligents, ils savent très bien faire cette distinction et ils la respectent. A chaque fois que j'ai besoin de défendre des idées politiques différentes du mandat précis qui est le mien, ce sont les électeurs qui en décident. La plupart du temps, j'ai perdu ces élections, il arrive que je les gagne. Quand je les perds, je reconnais cette défaite et je me plie au suffrage universel. J'attends des autres qu'ils fassent de même quand je gagne.

Revenons sur la mandature que nous avons engagée. C'est vous, Monsieur le Président qui, au lendemain des élections municipales, m'avez contacté puisque dans le programme votre liste à Montpellier et dans le programme de notre liste à Grabels, il y avait entre autre la mise en place d'une Régie publique de l'eau. C'est même dans cette enceinte la première session extraordinaire qui s'est tenue de notre Conseil qui a décidé de la mise en place de cette Régie publique de l'eau. Personne ne conteste que je me sois mis au travail d'arrache-pied. J'ai vu tout à l'heure, en regardant un peu le net, que certains blogueurs avaient mis en ligne vos très nombreuses déclarations qui vantaient mon « *travail de titan* » – c'est votre expression – mené pour mettre en place cette régie publique de l'eau. On me promettait que cela ne marcherait pas, nous l'avons fait en dix-huit mois et cela marche très bien, tous les services de la Métropole en conviennent. Nous sommes arrivés à le faire, à baisser le prix de l'eau de 10 %. Vous l'avez utilisé pour faire une campagne d'affichage à votre profit, libre à vous, vous êtes libre de votre communication institutionnelle. Quand j'ai été contacté, j'ai dit que je n'étais pas personnellement favorable à l'idée d'être associé à cette campagne, ceci dit elle a eu lieu. Nous avons multiplié les investissements par trois.

Interventions inaudibles.

Monsieur le Président

La Régie publique de l'eau, c'est nous aussi.

René REVOL

C'est nous tous, il n'y a pas de souci à ce sujet. Pour ceux qui m'interpellent et qui sont membres de la majorité municipale de Montpellier, plutôt que d'interpeller publiquement, ayez le courage d'appuyer sur le petit bouton, de vous inscrire et de développer des propos. Depuis le début, vous n'avez pas encore parlé. Un peu de respect, s'il vous plaît. En plus, cette Régie publique de l'eau, je ne me l'approprie pas du tout. A toutes les manifestations qui ont eu lieu, je tiens à faire, comme à Grabels, que l'institution soit préservée. De la même manière, je tiens à ce que dans cette situation, l'institution du service public de l'eau et de l'assainissement, qui a un budget annexe, puisse être préservée.

J'ai également contribué à vos côtés, Monsieur le Président, et vous m'en avez félicité publiquement, à faire que les relations avec les collectivités voisines se pacifient et qu'on puisse, tant au niveau de l'eau que de l'assainissement, construire des partenariats pour le compte de l'intérêt général. Egalement, avec votre accord, Monsieur le Président, j'ai initié la coopération décentralisée avec les pays du Sud qui était inexistante dans cette collectivité avant 2014. Ensemble, Monsieur le Président, le 22 mars dernier dans cette même salle, nous avons institué l'Observatoire de l'eau de Montpellier Méditerranée Métropole et, à cette occasion, vous avez tenu un discours qui vantait l'action que nous menions au niveau de l'eau. Je ne trouve pas, dans la façon dont a été géré le dossier de l'eau et de l'assainissement, un manque de confiance quelconque dans cette assemblée et entre nous. Alors, on peut se tourner à ce moment-là vers les autres prises de position qui sont les miennes et qui correspondaient au mandat que m'avaient donné mes électeurs. Comme on l'a dit, j'étais défavorable à la transformation de l'Agglomération en Métropole et nous nous sommes entendus pour que les choses se passent par un débat public tranché par les Conseils municipaux. Sept Conseils municipaux ont suivi ma position et vingt-quatre ne m'ont pas suivi. Je me suis plié à cette décision. Lorsque j'ai un désaccord, lorsque j'étais par exemple opposé à la mise en place d'une DSP pour le planétarium, portée par notre collègue de Saint-Georges-d'Orques, je vous ai averti le jour-même, parce que je téléphone quand il y a un problème et je ne passe pas par la presse de manière interposée, comme nous le faisons tous les deux depuis dix jours. C'est absolument la mauvaise méthode. C'est pour cela que je tiens à dire ici les choses importantes sur le fond.

Vient la Mogère. C'est en novembre 2015 que j'ai fait un recours sur la Mogère. J'ai fait un recours non pas contre la gare de la Mogère mais – comme l'a très bien précisé Cyril – contre le partenariat public-privé de la Mogère. Vous avez vous-même dit ici en Conseil métropolitain qu'il n'y avait pas de recours contre la

gare de la Mogère, qu'il n'y avait de recours que contre le PPP. Pourquoi y a-t-il un recours contre le PPP ? Parce que la Mogère va rester une gare avec très peu de trains. Tout dépend des arbitrages qui vont venir à la suite de la déclaration du Président de la République à Rennes samedi pour le TGV. On verra ce qu'il en est. Je ne sais pas si c'est vous ou le Maire de Toulouse qui a raison dans l'interprétation de cette déclaration, je ne peux pas en juger, je n'ai pas les éléments pour en juger. Cette gare risque d'être très peu fréquentée dans les six à sept années à venir. Or, cette gare est financée par le péage des trains qui passent. Il faut donc vérifier que dans le partenariat public-privé – qui se fait avec une holding qui ne paie pas d'impôt en France et qui est sise au Luxembourg – l'annexe financière ne fait pas peser une responsabilité plus grande sur la collectivité de Montpellier et la collectivité de Nîmes. Le recours a pour but de mettre à jour cette annexe. A ce jour, cette annexe n'est toujours pas publiée. Je n'ai pas envie que, demain, ce soit les contribuables de notre Métropole qui paient le déficit de cette gare, comme ce sont les contribuables de la Somme qui paient actuellement le déficit de la nouvelle gare à côté d'Amiens. Je pense qu'il y a un enjeu. Je vous l'avais expliqué. En novembre 2015, je vous avais informé de ce recours et vous m'aviez même glissé : « OK, fais-le, peut-être que ça me sert », m'avez-vous dit en plein débat sur les élections régionales. Sur la Mogère, je ne fais qu'appliquer le programme qui était le mien avant 2014 et – je vous le signale – celui qui était le vôtre avant 2014. Peut-être que cela vous a énervé mais il faut en discuter, il faut aborder le problème au Bureau. On l'a abordé une fois au Bureau et tout le monde a vu qu'on avait des positions à éclaircir.

Sur tout cela, ce qui me paraît aujourd'hui tout à fait essentiel, c'est que dans la façon dont vous vous comportez, beaucoup l'ont fait remarquer, il y a comme une sorte de positionnement politicien. Ce n'est pas nécessairement péjoratif, ce que je veux dire. Moi, je n'ai pas changé de positionnement politique. Le 30 novembre, ou un peu avant, nous avons discuté, je vous ai dit : « Monsieur le Président, je serai candidat suppléant aux élections législatives sur la deuxième circonscription. A l'époque, vous étiez suppléant d'Anne-Yvonne Le Dain. J'ai dit : « *Il faut qu'on ait un débat public, faisons-le correctement et de manière républicaine.* » Depuis, je n'ai pas varié, je n'ai pas dit : « *Tiens, Juppé est intéressant* ». Quand Juppé a pris le toboggan du démagisme, il n'y avait plus de Juppé. Ensuite : « *Je suis aux côtés de Valls* », et quand Valls prend le toboggan du démagisme, il n'y a plus de Valls. Puis : « *Ce que dit Mélenchon est intéressant* ». Moi aussi, je suis un insoumis. Et ensuite Macron. Tout cela a donné un sentiment de confusion. Je ne dis pas cela pour polémiquer, c'est un vrai ressenti dans la ville, dans la société. Moi, je suis pour la clarté.

Monsieur le Président

Moi aussi, je suis pour la clarté.

René REVOL

Je suis fidèle aux valeurs qui sont les miennes, fidèle à mon engagement politique, mais avant tout fidèle au mandat que m'ont donné les électeurs. J'ai consulté mon Conseil municipal et c'est avec son accord que je refuse de devenir apparenté d'un groupe En Marche pour pouvoir rester vice-président. Je préfère garder mes valeurs que me soumettre.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Revol. Monsieur Audrin, puis Monsieur Lannelongue, Monsieur Balazun, Monsieur Raymond, Monsieur Meissonnier, Monsieur Moure et Monsieur Levita.

Jean-François AUDRIN

Je ne vais pas être long. J'ai déjà pris la parole la semaine dernière, je me suis expliqué sur ce qu'il en était. Je fais une nouvelle intervention aujourd'hui parce que nous vivons un Conseil plein d'émotion. Je voudrais juste revenir sur l'annonce que vous avez faite voici maintenant une quinzaine de jours et que vous avez réitérée la semaine dernière, de décider de créer ce groupe En Marche et apparentés. Pour ma part, il y avait trois solutions. La première était d'adhérer aux apparentés, comme vous l'aviez proposé, mais je considérais que, dans ce cas, j'aurais été un traître. Je suis le seul vice-président LR depuis 2002, encarté depuis si longtemps. J'étais le représentant de mon parti et je comptais le rester, à aucun moment je ne voulais devenir un marcheur. La deuxième solution était d'attendre cette destitution et votre décision, Monsieur le Président, et celle du Conseil. Pour moi, c'est hors de question. Je suis maître de mes décisions, maître de mon avenir. Je veux rester droit dans mes bottes. Ce n'est ni à vous, ni au Conseil de décider de ce qu'il doit se passer. C'est à moi de continuer à vivre ma passion pour la politique, comme je l'ai toujours fait. D'où ma démission et d'où mon choix. Cependant, lorsque je nous entends aujourd'hui, lorsque je nous vois et lorsque je nous retrouve, je me dis, Monsieur le Président : « *Quel gâchis.* » Nous avons travaillé pendant toutes ces années en bonne intelligence. Nous avons fait des choses fantastiques et je sais que nous aurions continué à le faire. Quelles que soient les choses qui vous ont poussé à faire ce choix – que ce soit parce que certains ne

méritaient plus votre confiance, que ce soit parce que vous préparez les échéances futures –, quel gâchis. Pour ma part, j'ai beaucoup de chance, je fais de la politique par passion. J'ai un métier, la politique ne me permet pas de vivre. Je fais cela pour servir l'intérêt général. Je reste Maire de ma commune, conseiller métropolitain et conseiller régional. Je continuerai à faire de la politique au sens noble du terme, ce qui veut dire que je continuerai à m'occuper de la cité et de ceux qui y vivent. Vous pouvez compter sur moi. Mon engagement est certain et j'espère que toutes et tous feront le même travail, que nous servirons nos administrés.

Monsieur le Président.

Merci, Monsieur Audrin. Je voulais rappeler, pour poursuivre votre propos, que lorsque vous avez été élu conseiller régional, vous êtes venu me voir et vous m'avez proposé de démissionner, parce que vous aviez trois mandats : Maire, vice-président de la Métropole et nouveau conseiller régional. Je vous ai dit : « *Pour l'instant, reste vice-président de la Métropole et nous verrons s'il y a un remaniement ou s'il n'y en a pas, en respectant le cours de l'histoire.* » Voilà l'essentiel de nos propos. Monsieur Lannelongue.

Gérard LANNELOGUE

Je vais, comme mon ami Domergue – mais puisque j'ai quelques nuances, je prends la parole, je n'avais pas prévu de le faire –, parler d'un œil extérieur. C'est toujours intéressant d'écouter tous les Maires élus depuis de nombreuses années, quelquefois depuis de très nombreuses années et quand vous êtes réélu, c'est la loi du suffrage universel, c'est que vous le méritez. Bien évidemment, il n'y a rien à dire à cela. Ce qui ressort, c'est de se dire : pourquoi tout ce changement ? Quand on vous écoute toutes et tous, on voit que cette institution fonctionne plutôt bien et qu'il y a un certain nombre de talents, avec des gens qui ont exercé leur métier avec pour certains beaucoup de passion, on l'a entendu. En tout cas, avec beaucoup d'affect, surtout chez les femmes. On se demande pourquoi. J'ai écouté ce que vous avez dit aussi. Vous avez dit : « *J'ai un problème de confiance et cherche un second souffle.* » Quand on voit les problèmes rencontrés par les partis politiques, quand on voit les problèmes rencontrés dans le cadre des élections – pour le moment, elles étaient nationales – avec l'abstention massive, on se dit que nous n'avons pas une grande adhésion. A force d'être à l'intérieur – je vous le dis à toutes et à tous – de vos mandats, vous ne levez pas assez les yeux et vous ne voyez pas. Je ne me projette pas par rapport aux villages où il y a certainement des phénomènes un peu particuliers. Vous êtes à la tête d'un exécutif important, avec des enjeux très importants. Aujourd'hui, dans ce qui m'intéresse, c'est-à-dire l'économie, notre pays ne se sortira pas des problèmes qu'il rencontre aujourd'hui si nous n'arrivons pas à régler relativement rapidement les problèmes de l'emploi. A partir de là, nous devons avoir une vigilance commune. Il y a deux moteurs pour cette économie régionale. C'est la région maintenant, c'est identifié. Il y a deux turbos qui sont pour la région Occitanie le turbo de la Métropole de Toulouse et le turbo de la Métropole de Montpellier. Si nous n'œuvrons pas dans le même sens, nous n'arriverons pas à nous en sortir. Les zones que nous connaissons, en particulier l'ancienne région Languedoc-Roussillon, très durement frappées par le chômage hélas perdureront.

Vous êtes, Monsieur le Président, dans une situation de très grande responsabilité. Il faut pour cela que vous ayez les critères normaux pour un dirigeant. Nous ne sommes certes pas dans une entreprise, qui est le milieu que je connais le mieux, mais il vous faut de la confiance. Cela me semble normal. Vous réclamez cette confiance, vous devez l'avoir.

Concernant le deuxième souffle, je vous ai écouté attentivement. Pour avoir un deuxième souffle, il faut renouveler. Désolé de vous le dire, mais il faut renouveler. Je le pense ardemment. Dans les mandats socio-professionnels que j'ai pratiqués précédemment, nous avons eu à cœur d'avoir des limites dans l'exercice de ces mandats. Je me dis que cela aussi c'est légitime, si on vous écoute bien. Pour réussir, il faut donc que ces deux critères fondamentaux, selon moi, soient réunis. A vous écouter, je crois que vous ne vous rendez pas compte – et là, je m'adresse aux Maires des villages – suffisamment de l'état des lieux, au-delà même de ce que vous exercez avec talent dans vos villages respectifs, de ce que nous avons à faire. Encore une fois, si nous ne le faisons pas, nous serons en grandes difficultés. Là, les personnes importent peu. Tous les affects, toutes les réactions affectives que j'ai entendues, que je comprends et qui ont beaucoup de sens ne suffisent pas à expliquer que nous devons rester et faire du surplace. Pour moi, quand un dirigeant, en l'occurrence un patron de collectivité énonce deux principes aussi fondamentaux que ceux-là – la confiance et le renouvellement, le second souffle –, si on ne le comprend pas, on est hélas inscrit dans ce qui me semble être le vieux monde. Nous l'avons vu, l'élection du Président de la République en est une illustration importante.

Je terminerai en disant que je n'ai absolument rien contre Monsieur Revol, que je ne connais pas. Je vous écoute et vous avez de toute évidence défendu cette Régie avec beaucoup d'allant. Si on revient sur le ter-

rain politique, vous défendez la politique d'hommes et de femmes aujourd'hui prospèrent, on l'a vu lors des dernières élections, profitant des marasmes dont j'ai parlé précédemment. Je pense sincèrement que les idées que vous prônez dans votre parti sont de très mauvaises idées pour la France. J'en ai terminé, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Lannelongue. Monsieur Balazun.

Geniès BALAZUN

Je vais être très rapide. Je voudrais simplement m'exprimer sur ce sujet d'importance dans le fonctionnement de notre Conseil. Je regrette cette politisation, comme j'ai eu l'occasion de le dire en Conférence des Maires. Je ne vais pas m'étendre sur tout ce qui a été dit avant. Ça illustre déjà une des craintes que j'avais il y a trois ans lors du passage à la Métropole, c'est-à-dire une politisation des compétences qui ont été transférées à l'échelon intercommunal. Ça, c'est un regret de ma part. J'espère que le Conseil métropolitain ne va pas non plus devenir une foire d'empoigne. Quoi qu'il en soit, je ne suis pas En Marche, je ne suis pas non plus apparenté. Je ne sais pas vraiment ce que c'est qu'être apparenté. Je ne suis pas En Marche car j'ai été élu sur une liste apolitique, à la tête d'une liste apolitique à Restinclières, ce qui ne signifie pas que je sois en opposition avec le principe du groupe En Marche. Je ne peux simplement pas rejoindre un groupe à vocation politique, ou en tout cas avec un nom politique. Je rejoindrai un autre groupe, mais pas celui-ci. Comme tout le monde y est allé de sa citation ce soir, je vais vous faire part d'une réflexion de De Gaulle, qu'on aime bien faire sienne à Restinclières : *« Si grand que soit le verre que l'on nous tend, nous préférons boire dans le nôtre et trinquer aux alentours. »*

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Balazun. Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Je vais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président. Cela peut choquer certains, mais je vais vous féliciter parce que vous avez été en capacité, avec une certaine célérité, de rassembler une cinquantaine de personnes sous la bannière En Marche et apparentés. Bravo. Je sors d'une période d'élections législatives où moi-même sur ma circonscription, qui réunit tout de même trente-deux communes dont seize de la Métropole, je suis loin de ce score. J'ai bien compris que je ne suis qu'un petit Maire et je comprends que vous ayez beaucoup plus de pouvoir que moi. Après ces félicitations, je voudrais vous faire don de la proposition de changer le nom de votre groupe et de l'appeler plutôt « Les Apparentés En Marche ». Je pense que c'est important parce que derrière la République En Marche, il y a des valeurs auxquelles j'ai tout de suite adhéré, contrairement à beaucoup ici. J'ai été élu Maire en 2014, j'ai été marcheur et je ne m'en suis pas caché devant l'assemblée à partir mai 2016, avec notamment Gilbert Pastor. Ensuite, j'ai été élu suppléant de Madame Coralie Dubosc, qui est aujourd'hui vice-présidente du groupe LREM à l'Assemblée. Je représente donc ce groupe dans cette assemblée, me semble-t-il, par mon adhésion, par mon engagement, à travers les valeurs portées par le groupe LREM, à savoir le travail, la liberté, la fidélité et l'ouverture. Il me semble qu'il n'y a pas forcément toutes ces valeurs dans ce que vous nous proposez aujourd'hui. Ce n'est pas grave, je vais poursuivre sur un deuxième point, concernant la volonté au niveau national.

Vous le savez comme moi, il y a eu une dépêche. La volonté nationale n'est pas de créer des groupes au niveau des collectivités, au niveau des EPCI. Vous allez probablement me sortir une réponse à cela, je l'attends bien entendu. J'ai confirmation de mon côté, à mon petit niveau toujours – puisque je ne suis que Maire de Montaud – qu'il n'y a pas de volonté de créer des groupes dans nos communes et nos intercommunalités. Je suis choqué parce que la Métropole se politise, beaucoup l'ont dit, et ce en dépit de toute gestion du territoire. C'est ce qui me gêne. On va parler beaucoup plus politique demain qu'action et gestion du territoire, ce que je déplore. Je vois bien d'ores et déjà que dans l'hémicycle d'aujourd'hui, il y a une certaine opposition. Je ne sais pas si vous l'avez ressentie, vous qui êtes en face de nous. Il y a l'allée centrale qui applaudit à chaque fois que vous prenez la parole et les extérieurs qui sont assez dépités par ce que chacun d'entre nous affirme, propose, dispose.

Joël RAYMOND

Je n'ai pas dit cela. Ensuite, il y a le timing, avec cette proposition à mi-mandat. Je ne pense pas que le timing soit là pour un changement stratégique. Je pense que ce timing vise seulement un changement politique. Il est situé pour pouvoir répondre aux dernières élections qui se sont déroulées, où les gens se sont positionnés. Je pense très sincèrement que c'est seulement sur ce point qu'intervient aujourd'hui ce rema-

niement.

Troisième point concernant ma position : l'éloignement de la méthode et du discours inclusif que propose Emmanuel Macron. Le Président de la République a bâti son groupe LREM sur la confiance, la collaboration, le renouvellement, le côté bienveillant et consensuel, toujours apaisé. Je vous le dis, Monsieur le Président : j'ai aujourd'hui plus de méfiance qu'en 2014 et je pense que certains Maires dans mon cas diront la même chose. J'ai beaucoup plus de méfiance aujourd'hui que je n'en avais en 2014, alors qu'à l'époque j'avais confiance en vous. Vous imposez. Vous nous avez annoncé que d'ores et déjà le président de ce groupe serait Abdi El Kandoussi. Je n'ai rien contre lui, je trouve simplement que logiquement on fait des votes, on n'impose pas des gens. Vous êtes dans un jeu politique, je l'entends. Même si aujourd'hui je suis LREM, je suis dans la politique même à mon petit niveau, pour autant je trouve que notre assemblée était consensuelle, elle était bien équilibrée, avec une très bonne répartition – et je vous en félicite – pendant les trois ans entre les élus de Montpellier et les élus des villages aux alentours. J'attends la nouvelle composition, mais il va forcément y avoir un dérèglement et Montpellier va prendre, ou en tout cas souhaite prendre le leadership de la Métropole. Je pense que c'est aux dépens de nos communes. Il y a du chantage, cela a été dit par mes collègues. Lier une vice-présidence à un engagement, cela s'appelle du chantage. On l'a déjà vu ce soir, il y a une espèce de conflit qui s'installe dans l'assemblée, je le regrette. J'aurais préféré qu'on continue le travail, comme beaucoup de mes collègues l'ont mentionné.

Je voudrais revenir sur un autre point. C'est ce qui m'a fait pouffer de rire l'autre jour en Conseil métropolitain : le Pacte de confiance. Ce Pacte de confiance, vous l'érigiez, vous le montrez régulièrement lorsque quelques Maires montent de temps en temps au créneau. Je voudrais vous dire que, pour ma part, le Pacte de confiance est terminé depuis quelque temps, oublié par certains Maires, voire passe après beaucoup de choses. J'en prends pour seul exemple l'objectif premier du Pacte de confiance: « *Le respect des souverainetés communales.* » Or, aujourd'hui, on ne respecte plus le choix de certains Maires d'être souverains chez eux et de continuer à exercer leur vice-présidence ici-même dans cette assemblée. Nous n'avons jamais voté le Pacte de confiance – ou alors, j'ai sauté une étape – en Conférence des Maires. Je vous demanderai donc, Monsieur le Président, et c'est ma deuxième proposition, de bien vouloir le re-proposer lors d'une prochaine Conférence des Maires pour que chacun puisse repartir sur de nouvelles bases et rétablir les liens nécessaires après cet épisode douloureux, me semble-t-il.

Pour conclure, je suis un marcheur et je voudrais rassurer mes collègues marcheurs. Vous vous êtes adressé à la caméra. Puisque j'ai la parole aujourd'hui devant la caméra, je voudrais rassurer les quatre-vingt-sept comités locaux, les plus de sept mille marcheurs de ce Département. Le leadership n'est pas donné à Philippe Saurel pour la République En Marche. Le leadership n'appartient pas à Philippe Saurel. Il fallait le dire et il fallait que tout le monde l'entende. Mon ami Monsieur Domergue m'a interpellé et je voulais répondre. Madame la Députée l'a également mis en élément de réponse à Cyril Meunier. Je suis sûr que vous avez dû récupérer le courrier. Je vous remercie de votre attention.

Monsieur le Président

Vous avez dit plein de choses, je vais en relever une ou deux. Tout d'abord, je ne cherche pas le leadership En Marche, puisque je ne suis pas membre d'En Marche, cela tombe sous le sens. Deuxièmement, vous avez parlé du Pacte de confiance des maires. Le Pacte de confiance des maires, vous l'avez voté le jour où nous avons voté la première délibération constitutive de la Métropole, puisque le Pacte de confiance est adossé à cette délibération. Non seulement il a été discuté avec les Maires, mais il a été vu avec eux et il a été voté avec eux. Troisième point, vous faites référence au Président de la République, vous avez raison. Il ne vous a pas échappé que j'ai aussi avec le Président de la République des relations anciennes, bien que n'étant pas En Marche. Je ne m'en suis jamais caché et lui non plus. Vous étiez certainement à Albi, vous avez entendu ce qu'il a dit. Je ne vais pas entrer dans le détail car je ne veux pas dévoiler l'intimité de nos conversations. Hier, aux obsèques de Louis Nicollin, il m'a quand même chargé de le représenter, en envoyant une gerbe. Vous pouvez vérifier auprès du Préfet. Je veux bien qu'on se sente investi d'un pouvoir divin, mais nous sommes tous des Maires engagés. Donc, on continue à travailler. J'ai la chance d'avoir de bonnes relations avec l'Elysée. Monsieur Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Je ne voudrais pas remettre en cause le travail des Maires et vice-présidents qui vont être destitués. Je crois que chacun dans sa délégation a fait de son mieux, avec ses moyens, et je crois que chacun a fait un très bon travail. Je voudrais en même temps saluer la démarche de Jean-François Audrin qui a choisi, à partir du moment où il n'était pas d'accord avec un principe établi par le Président de la Métropole, de démissionner et de faire de la politique au sens noble du terme, en allant jusqu'au bout de sa démarche. Cela me rappelle mon positionnement voici quelques années, alors que je n'étais pas d'accord avec Georges Frêche, j'ai été le seul ici – et d'autres étaient aussi vice-présidents et sont remis en cause aujourd'hui – à rendre ma vice-présidence et mes indemnités parce que je n'étais pas d'accord avec Georges Frêche qui était alors Président de l'Agglomération. Ces mêmes vice-présidents qui sont sur la sellette aujourd'hui ont eu moins d'états d'âme quand il a fallu remettre en cause la vice-présidence d'Isabelle Gianiel qui avait fait un très bon travail et qui ont choisi de ne pas demander à l'exécutif ici, voire à cette assemblée, un vote à bulletin secret avec un isoloir. Je crois qu'il y a deux poids deux mesures. Il faut aller jusqu'au bout des choses. Quand on n'est pas d'accord – c'est mon principe, peut-être que cela me caractérise un peu trop –, on fait comme Jean-François Audrin : on démissionne. Cela ne remet pas en cause le travail qu'on a fait. Le travail de mon collègue de Grabels au sein de la Régie de l'eau est remarquable et c'est tout à son honneur. Quoi qu'il en soit, quand on se remet en question face à un exécutif, notamment au chef de l'exécutif, on peut se poser la question : est-ce qu'on doit courir après une vice-présidence ? Cela peut sous-entendre des indemnités. J'entends que certains disent qu'ils ne courent pas après les indemnités, d'autres qu'ils ne courent pas après ceci ou cela. Quoi qu'il en soit, Monsieur le Président – et je vous l'ai dit ici-même il y a quelques mois –, le jour où je ne serai plus d'accord avec vous, je le dirai. Je démissionnerai, je rendrai – comme l'a fait Jean-François Audrin – ma délégation et mes indemnités. Je regrette qu'il n'y ait pas un vote à main levée parce qu'il faut s'assumer. Il y en a marre de se cacher derrière son petit doigt dans cet exécutif ou dans cette assemblée. Tout le monde va faire la pleureuse auprès des services, auprès de Christian Fina, auprès du Président. Au bout d'un moment, il faut s'assumer. Il faut prendre ses responsabilités et moi, je les prends.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meissonnier. Monsieur Moure et Max Levita conclura.

Jean-Pierre MOURE

J'écoute avec beaucoup d'attention ce débat, depuis quasiment deux heures trente. Permettez-moi de vous livrer quelques sentiments que je peux avoir en tant qu' élu qui s'est occupé d'intercommunalité depuis de longues années. Ce débat m'inspire tout d'abord une sorte de confusion. On le présente – pas forcément vous, je l'ai lu également dans la presse – comme une problématique politique. Je trouve qu'il a des aspects et des conséquences qui vont être plus politiciennes que politiques, le terme politique étant entendu au sens de fond des choses et de réalité, de constitution d'une dynamique intercommunale, fondée sur des objectifs précis. La vraie politique, c'est peut-être celle qu'on aura en 2020 quand il s'agira d'être élu au suffrage universel dans le cadre de l'évolution des intercommunalités. Je dis attention et vigilance sur les conséquences de décisions telles qu'on peut les prendre ce soir. Il y a de grands moments dans l'intercommunalité. Il y a eu le District, il y a eu l'Agglomération avec beaucoup de tensions sur des communes qui étaient rentrées et qui ont ensuite voulu en sortir. Puis, il y a eu l'affirmation de l'Agglomération et la mise en place de la Métropole, que j'avais eu l'occasion de commencer à préparer et que vous avez concrétisée. Il y a les délibérations liées à des décisions que l'on prend, des projets que l'on vote, qui suscitent des débats et il y a des délibérations concernant l'évolution de la gouvernance. Certains ont mentionné cinquante-deux ans – je ne sais pas si cela fait exactement cinquante-deux ans depuis le District, l'Agglomération et la Métropole –, on a eu l'occasion de pouvoir s'appuyer, au-delà des tensions, sur de vrais dynamiques de projet et d'adhésion, pas forcément majoritaires dans la totalité, mais largement majoritaires sur les objectifs à poursuivre et à réaliser. Cela s'est également traduit, au niveau de l'exécutif, par ce que j'appellerai une diversité dans l'efficacité ou une efficacité grâce à la diversité. Dans celle que conduisait Georges Frêche, dans celle que j'ai eu le plaisir et l'honneur de mener à côté de lui et ensuite de diriger en tant que Président de l'Agglomération de Montpellier, l'exécutif a couvert pratiquement tout le prisme politique. Certes, le contexte est différent, on est maintenant en Métropole. Il est aussi différent par rapport à ce qui est le paysage politico-médiatique actuel. On est dans la fragilité. Depuis 2014, quasiment cinq cents communes ont basculé au plan national sur des origines politiques très différentes de celles qui intervenaient auparavant. Il y a eu l'évolution au niveau régional avec la constitution de nouvelles régions et la récente élection présidentielle suivie des législatives. On est obligé de constater le record d'abstention de nos citoyens face aux choix politiques qui leur sont proposés. Ce qui, au-delà de nos communes, caractérise l'intercommunalité et sa réussite réelle, c'est l'équation à résoudre visant à ce que l'opinion d'ensemble, les habitants vivant sur un territoire – qu'ils soient citoyens, chefs d'entreprise, sportifs, culturels ou autres – se retrouvent dans la dynamique qu'incarne l'intercommunalité. Je crains qu'à travers des réunions comme

celle de cet après-midi on enfonce le clou en creusant un écart toujours plus grand entre l'opinion, la considération qu'elle a de la façon dont sont gérées les situations dans les instances et la manière dont elle les perçoit. C'est là qu'on peut trouver – à tort, d'ailleurs – des méconnaissances de la part des citoyens sur ce qu'est réellement l'objet des collectivités quant au détail des compétences qu'elle mène, quant à la façon dont ces compétences sont traduites et organisées, et quant au respect d'une bonne parité entre la ville centre et les communes autour. Vous ne pourrez malheureusement pas empêcher les citoyens des communes dont les Maires pourraient perdre leur vice-présidence de penser qu'il y a quand même quelque chose d'injuste. J'appelle à la vigilance par rapport à cela car ce qui a fait le succès des réalisations menées par les différentes intercommunalités qui caractérisent les cinq dernières décennies sur le territoire montpellierain, c'est cette idée, largement partagée, qu'on allait dans le bon sens et qu'ensemble, on pouvait réussir des projets dont la dimension était à la hauteur des enjeux. Je constate que ce qui est mené actuellement, c'est tout simplement le prolongement de ce qui a été lancé et esquissé, grâce à des compétences et des délégations largement diversifiées au sein de notre territoire.

Je me permettrais également de dire que, dans une instance publique, il est important de s'écouter parler. On n'est pas comme au Jeu des Mille Francs où on applaudit ou on siffle en fonction de la réponse à la question. Je pense que le débat public mérite tout à fait autre chose. Quelqu'un l'a dit, l'important pour nous, c'est : quid de la ligne Montpellier-Perpignan ? *Quid* de la ligne 5 ? *Quid* de la réalité du développement économique de Montpellier ? *Quid* de l'aéroport ? Ce sont de vraies questions qui ne sont pas à résoudre uniquement au niveau de la Métropole, mais à résoudre avec la Métropole, avec un exécutif largement solidaire et d'autres collectivités qui feraient bien de se manifester en ce moment, parce que si on ne réagit pas rapidement, on va se faire manger tout cru, grâce à des abandons de projets majeurs qui avaient été lancés voici une trentaine d'années. Attention à ce que ce débat, qui pour certains pourrait n'être qu'un débat de forme, à mi-mandat quant au changement d'un nombre important de vice-présidents ne soit qu'un épiphénomène. C'est un phénomène qui peut être très important pour la suite parce qu'à l'avenir, pas forcément ici à Montpellier, il n'est pas assuré que nous ayons des eaux calmes. J'insiste sur une large majorité au Parlement, attention à la chambre d'enregistrement et sur le fort pourcentage de l'abstention dans le pays. On s'en rend compte à toutes les occasions où il y a une responsabilité à assumer et où beaucoup trop de nos concitoyens se défilent devant les responsabilités.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Moure. Modifier la composition de l'exécutif, ce n'est pas remettre en cause la place des Maires et leur rôle en tant que conseillers métropolitains. Ce sont deux choses différentes. La Conférence des Maires continuera à exister. Une maire égale une voix, je le dis depuis le début. Il ne faut pas confondre la composition de l'exécutif, qui doit être renouvelé et qui doit passer à la vitesse supérieure, et la composition de l'assemblée que nous avons voulue avec des règles auxquelles je me suis conformé depuis le début. Sur le Pacte de confiance des maires, lors du vote qui concernait Madame Gianiel, j'ai vu ce qu'il pesait. Qu'on ne me fasse pas le procès du Pacte de confiance des maires, moi je l'ai toujours respecté. Mademoiselle Bodkin, puis Monsieur Levita.

Maud BODKIN

Je souhaitais répondre notamment à Monsieur Raymond, car vos propos m'ont beaucoup étonnée. Je suis une marcheuse depuis pas si longtemps, cela fait un peu plus d'un mois que j'ai pris la décision d'adhérer à En Marche. Ce n'était pas facile comme décision, j'ai beaucoup réfléchi. J'ai décidé de le faire par conscience et par conformité avec la décision qui avait été la mienne à l'époque, il y a bien longtemps, d'apporter ma signature en tant que conseillère départementale et, comme l'ensemble de mes collègues conseillers départementaux qui sont ici présents, de soutenir Emmanuel Macron, comme le Président Saurel. D'ailleurs, je trouve assez particulier dans l'esprit d'ouverture que vous prônez de comparer les marcheurs d'il y a six mois, les marcheurs d'il y a un an, les marcheurs d'il y a trois mois. Je trouve cela assez bizarre. Vous critiquez le fait que Monsieur le Président ait annoncé dans la presse qu'Abdi El Kandoussi serait président du groupe majoritaire de la Métropole. Les référents départementaux d'En Marche sont-ils élus ? Nous appliquons donc ici la méthode En Marche sur le groupe. Je ne comprends pas cet étonnement que vous avez. J'ai comme souvenir que, vous l'avez rappelé, vous êtes En Marche, mais je ne l'ai pas trop senti lorsque je suis allée faire campagne sur la première circonscription de l'Hérault, vu votre soutien à d'autres candidats, notamment à certains dissidents. Ne faites pas cette tête, vous savez très bien de quoi je veux parler. Je comprends que cette relation qu'a Philippe Saurel avec Emmanuel Macron peut déranger certains, mais il a toujours été très clair : lui n'est pas En Marche. Il l'a toujours dit, je ne vois pas en quoi cela choque qu'il ne soit pas En Marche, mais il a une relation personnelle avec Emmanuel Macron, ce n'est pas très compliqué à comprendre. Comme certains au Conseil général. Cyril Meunier est bien dans le groupe de la gauche républicaine et apparentés au Conseil général, ce n'est pas pour autant qu'il est encarté

au parti socialiste. Je ne vois pas pourquoi cela poserait problème dans certaines collectivités et non sur d'autres. Je trouve que les étonnements sont à géométrie variable pour certains et j'en suis un peu choquée.

Enfin, Monsieur Raymond, vous avez parlé de petits Maires, sous-entendant que c'est ce que pourrait insinuer par ses actes Monsieur le Président. Qui dans cette assemblée a mis en place le Pacte de confiance des maires, indépendamment de la taille de la commune ? Il l'a fait en tant que Maire de Montpellier, cela n'a donc jamais été dans son intérêt personnel. Il a fait le Pacte de confiance des maires en disant que chaque Maire ici présent serait respecté sur son territoire et qu'un maire égale une voix. C'est le Maire de Montpellier qui l'a proposé. Je trouve que vous avez tous ici tendance à l'oublier. Il ne propose pas de modifier le Pacte de confiance des maires, mais de modifier l'exécutif. Un vice-président est délégué du Président. A un moment donné, quand vous n'êtes plus d'accord avec l'exécutif, notamment avec le Président – et Jean-Luc l'a très bien dit – la responsabilité est de démissionner et de prendre sa décision soi-même quand on n'est plus en accord avec le Président. Il ne faut pas mélanger l'exécutif et le Pacte des Maires. Je trouve tout à fait normal ce que vous êtes en train de réaliser, Monsieur le Président, parce qu'il est temps d'avoir un exécutif sur lequel vous pouvez compter à la Métropole.

Monsieur le Président

D'autant que les vice-présidents ont ma délégation de signature. Il est normal que je m'appuie sur le critère de confiance. Vous le faites tous dans vos Conseils municipaux. Je passe la parole au dernier intervenant, Max Levita.

Max LEVITA

Je voudrais commencer par préciser que je m'exprime à titre strictement personnel. Comme vous le savez, je ne suis pas Maire, ce qui me laisse une totale liberté d'expression. Je ne cherche à donner de leçon à personne. Nous sommes dans une situation qui nous engage devant nos électeurs et face à notre conscience. Le problème qui nous est proposé est un problème de fond et les positions de chacun sont parfaitement respectables. A ce niveau, la politique est quelque chose de noble. Troisième point, je ne vais rien vous apprendre, mon analyse est à partir de la situation économique. La situation économique de notre pays est grave. Je vous conseille de lire l'audit de la Cour des Comptes, si vous ne l'avez pas fait, pour vous en convaincre. Si nous laissons dériver les comptes publics, nous connaissons une situation épouvantable d'ici quelques années. Je pense que la situation de la Grèce nous est promise si nous ne faisons rien. Si nous y avons échappé jusqu'à maintenant, c'est uniquement parce que les taux d'intérêt sont faibles. Mais qui maîtrise les taux d'intérêt ? Personne. Nous sommes donc dans une situation extrêmement dangereuse, dont il faut impérativement sortir. Quatrième point de mon raisonnement, pour cela, il est impératif de respecter les règles de l'Union Européenne. A mon avis, il n'y a pas d'autre solution. On peut juger équivalente une politique inflationniste – c'est ce qui est proposé par le Front National et la France Insoumise avec la sortie de l'Euro – et une politique de discipline budgétaire, je suis presque prêt à l'admettre. Le problème est de passer d'une situation à l'autre, d'une politique à l'autre. Ça, c'est un énorme problème. Il est évident que dès lors que l'abandon des disciplines européennes serait décidé par la France, le chaos s'en suivrait inexorablement. On assisterait à une fuite des capitaux, on aurait une hausse vertigineuse des taux d'emprunt. Je voudrais vous indiquer que la France emprunte actuellement à dix ans à 0,85 %, la Grèce est à 6,65 %. L'explosion de l'Euro est certaine et celle de l'Europe s'en suivrait, avec une intervention du Fonds monétaire international. Je vous rappelle, mes chers collègues, que nous y avons échappé en 1983 d'extrême justesse grâce à un prêt de l'Allemagne.

Cinquième et dernier point de mon intervention, le Président Macron s'est engagé dans une politique parfaitement consciente des difficultés dont je viens de parler. Je voudrais vous signaler que l'élection du Président Macron avec le programme qu'il a indiqué, c'est un fait nouveau qui change tout. Dans les interventions que vous avez faites, mes chers collègues, je n'ai pas vu de trace de cette nouveauté. La politique, qu'on le veuille ou non, c'est *hic et nunc*, c'est ici et maintenant. Le Président Macron s'est engagé, vous avez lu ou entendu son discours devant les parlementaires réunis à Versailles. Ce qu'il propose, ce ne sera ni simple, ni facile. Ce sera extrêmement douloureux. A mon avis, ce sera notre dernière chance. Si cette chance est gâchée, nous n'en aurons pas d'autres et vous voyez ce à quoi je fais allusion. J'ai donc le sentiment que le Président Macron a besoin que nous le soutenions. Le comportement de certains groupes politiques le montre. Le refus de certains d'entre vous, mes chers collègues, d'accepter le terme d'apparentés signifie quelque chose qui m'interroge. Ce n'est pas un jugement. Dans la proposition de Philippe Saurel, ce n'est pas un jugement de ce qui a été fait précédemment. Nous avons voté, cela a été fait et bien fait. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation nouvelle dont Philippe Saurel a, me semble-t-il, pris conscience. C'est de cette façon-là que j'interprète sa position. C'est la raison pour laquelle j'indique que je la soutiens, je la partage. Il y a une raison entre le national et les différentes strates qui change totalement la situation

précédente.

Enfin, pour vous faire sourire, j'ai une citation à votre disposition. C'est surtout pour répondre à Jean-François Audrin, quand il a parlé de gâchis. Je ne voudrais pas que cette citation apparaisse cynique. Machiavel est le prince de la politique : « *En politique, le choix est rarement entre le bien et le mal. Le choix est entre le pire et le moindre mal.* »

Monsieur le Président

Merci, Max. Tout le monde s'est exprimé. Je propose de passer au vote et de se prononcer sur le maintien ou non de la première vice-présidence de la Métropole. Vous avez à votre disposition un bulletin – je rappelle que ceux qui ont des procurations doivent voter pour leur procurant – qui est de couleur beige/saumon. Si vous êtes d'accord pour que nous modifiions l'exécutif, vous écrivez « *Non maintien* ». Lorsque les postes ne seront pas maintenus, si les suffrages l'indiquent, nous revoterons pour de nouveaux vice-présidents. Ceux qui sont favorables au changement doivent indiquer « *Non maintien* ».

CYRIL MEUNIER

C'est « Non maintien » si on suit la position qui est la vôtre de retirer les délégations. Vous avez oublié de préciser que, dans le cas contraire, c'est « Maintien » ou bulletin blanc. Au lieu de mettre un numéro, donnez un nom : c'est Catherine Dardé la première vice-présidente.

Monsieur le Président

Ça se vote poste par poste, c'est dans le tableau.

CYRIL MEUNIER

Donnez des noms pour que les gens sachent pour ou contre qui ils votent.

Monsieur le Président

Ça se vote par poste. Les scrutateurs désignés sont Monsieur Abert, Madame Bodkin, Madame Da Sylva et Madame Kerangueven. Il y a deux tables. On n'a pas mis d'enveloppe, comme d'habitude. Vous pliez le bulletin en trois, comme on le fait d'habitude. Ça fait des années qu'on vote.

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Président

Je vous prierais d'éviter de filmer les élus en train de voter. Je demande aux médias de bien vouloir nous attendre dehors. Je ne suis pas d'accord avec cela. Il y a des règles. A l'Assemblée Nationale, cela ne se fait pas.

Monsieur le Président

Est-ce que quelqu'un demande à voter ? Qui n'a pas voté ? Si tout le monde a voté, je déclare le scrutin clos. Vous pouvez dépouiller.

Il est procédé au dépouillement.

Monsieur le Président

Voici les résultats pour le premier vote : 91 présents ; 91 votants ; 1 bulletin nul ; 3 bulletins blancs ; 87 suffrages exprimés. Pour le maintien : 30 voix. Pour le non maintien : 57 voix.

Nous passons au vote suivant sur des bulletins verts qui concernent la quatrième vice-présidence. Même exercice. Je demande aux élus de bien vouloir rentrer dans l'hémicycle. Je demande à mon cabinet d'aller voir s'il n'y en a pas qui mangent des petits fours avant l'heure. Je vote donc pour Madame Patricia Mirallès et moi-même.

CYRIL MEUNIER

Pouvez-vous rappeler le nom du quatrième vice-président ?

Monsieur le Président

C'est vous, Monsieur.

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Président

Quelqu'un demande-t-il encore à voter ? Si personne ne demande à voter, je déclare le scrutin clos. Vous pouvez dépouiller.

Il est procédé au dépouillement.

Monsieur le Président

Voici les résultats pour le deuxième vote : 91 présents ; 91 votants ; pas de bulletin nul ; 3 bulletins blancs ; 88 suffrages exprimés. Pour le maintien : 33 voix. Pour le non maintien : 55 voix. Nous passons au troisième vote sur des bulletins de couleur parme. Il s'agit du maintien ou non pour la onzième vice-présidence.

Un intervenant

Qui est à la onzième vice-présidence ?

Monsieur le Président

Madame Touzard. Je vote pour Patricia Mirallès et moi-même.

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Président

Est-ce que quelqu'un demande encore à voter ? Si personne ne demande à voter, je déclare le scrutin clos. Vous pouvez dépouiller.

Il est procédé au dépouillement.

Monsieur le Président

Voici les résultats pour le troisième vote : 91 présents ; 91 votants ; 3 bulletins blancs ; 88 suffrages exprimés. Pour le maintien : 35 voix. Pour le non maintien : 53 voix.

Nous passons au vote suivant qui concerne la douzième vice-présidence de Pierre Bonnal. Vous avez pour cela des bulletins bleus. Je vote pour Patricia Mirallès et pour moi-même.

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Président

Est-ce que quelqu'un demande encore à voter ? Je déclare le scrutin clos. Vous pouvez dépouiller.

Il est procédé au dépouillement.

Monsieur le Président

Voici les résultats pour le quatrième vote : 91 présents ; 91 votants ; 1 bulletin nul ; 2 bulletins blancs ; 88 suffrages exprimés. Pour le maintien : 33 voix. Pour le non maintien : 55 voix.

Nous passons au vote pour le maintien ou non de la treizième vice-présidence de René Revol, sur des bulletins jaunes. Je vote pour Patricia Mirallès et pour moi. Est-ce que vous pouvez appeler les élus qui sont dans les parvis, s'il vous plaît.

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Président

Quelqu'un demande-t-il encore à voter ? Personne ne demandant à voter, je déclare le scrutin clos, vous pouvez dépouiller.

Il est procédé au dépouillement.

Monsieur le Président

Voici les résultats pour le cinquième vote : 91 présents ; 91 votants ; 1 bulletin nul ; 2 bulletins blancs ; 88 suffrages exprimés. Pour le maintien : 31 voix. Pour le non maintien : 57 voix.

Nous passons à la dix-neuvième et dernière vice-présidence. Vous avez des bulletins orange. Je vote pour Patricia Mirallès et pour moi-même. Est-ce que vous pouvez demander à tous les élus de revenir dans l'hémicycle ?

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Président

Quelqu'un demande-t-il encore à voter ? Si personne ne demande à voter, je déclare le scrutin clos et vous pouvez dépouiller.

Il est procédé au dépouillement.

Monsieur le Président

Voici les résultats : 91 présents ; 91 votants ; pas de bulletin nul ; 4 bulletins blancs ; 87 suffrages exprimés. Pour le maintien : 32 voix. Pour le non maintien : 55 voix.

Je vous propose de passer à l'affaire suivante. Oui, Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Je prends acte, comme je pense mes cinq autres collègues, de ce vote. C'est la majorité qui l'a emporté. Nous n'avons donc plus nos vice-présidences. Je voulais à titre personnel remercier l'ensemble du personnel et des cadres de la Métropole qui ont travaillé depuis seize ans à mes côtés, dans les différentes délégations qui ont été les miennes. La force de cette Métropole, c'est son administration et la qualité de ses techniciens. Jusqu'à présent, elle était démultipliée par l'unité, mais nous n'allons pas refaire le débat. Qu'à cela ne tienne, à partir de maintenant où les règles ont changé et que les vice-présidences sont distribuées au sein d'un seul groupe, ainsi que la répartition du Bureau, nous considérons, nous Lattois, que nous n'avons pas à rester. Nous vous souhaitons un bon vote entre vous et nous vous souhaitons bonne route dans la conduite du Bureau et de cette Métropole. Je vous en remercie.

AFFAIRE N° 4 : HORS COMMISSION - BUREAU DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - COMPOSITION

Monsieur le Président

Je passe à l'affaire suivante, il s'agit du rapport n°4. Il s'agit du vote du bureau de Montpellier Méditerranée Métropole, composé d'un Président, de vingt vice-présidents et d'un autre membre conseiller délégué. Qui demande la parole ? C'est la composition du Bureau qui est reconduite. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Mesdames Rosy BUONO, Catherine DARDE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Claire JABADO, Marie-Christine PANOS et Isabelle TOUZARD et, Messieurs Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Joël RAYMOND et René REVOL sortent définitivement de séance.

AFFAIRE N° 5 : HORS COMMISSION - DANS L'HYPOTHESE D'UN NON MAINTIEN DES 1ER, 4EME, 11EME, 12EME, 13EME ET 19EME VICE-PRESIDENTS DANS LEURS FONCTIONS A L'ISSUE DES DELIBERATIONS PRECEDENTES - ELECTION DES NOUVEAUX 1ER, 4EME, 11EME, 12EME, 13EME, 17EME, 18EME ET 19EME VICE-PRESIDENTS

Monsieur le Président

Il s'agit d'élire maintenant les nouveaux vice-présidents. Cela demande un vote secret, comme nous l'avons fait tout à l'heure. Madame Brissaud demande la parole.

Anne BRISSAUD

Nous avons bien suivi le débat sur la constitution de l'exécutif métropolitain. Nous avons compris que vous conservez le Pacte de confiance des maires, mais que vous ne leur faites plus tout à fait confiance, ou en

tout cas plus suffisamment pour...

Monsieur le Maire

Ne confondez pas les Maires et les vice-présidents.

Anne BRISSAUD

Les vice-présidents qui étaient des Maires. Vous ne leur faites plus suffisamment confiance pour assurer une vice-présidence.

Monsieur le Président

Ce n'est pas cela. Je suis désolé, votre formulation est inexacte. Il faut dire la vérité. Les Maires, à titre personnel et dans le cadre du Pacte de confiance des maires, ont toute ma confiance, parce que c'est notre Pacte qui nous solidifie les uns avec les autres. Dans le choix de mon exécutif, je fais des choix différents de ceux que j'avais faits en début de mandat, ce qui est tout à fait normal.

Anne BRISSAUD

C'est votre droit, Monsieur le Président. Maintenant que nous sommes le groupe le plus vieux de cette assemblée, je vous propose de montrer que vous savez faire preuve d'ouverture. En ce qui nous concerne, vous pouvez nous faire confiance pour agir dans l'intérêt des habitants de notre Métropole, nous le faisons depuis que nous sommes élus. C'est pourquoi nous vous proposons de confier au groupe Libres et Humanistes une, deux, voire trois vice-présidences. A vous, Monsieur le Président, de nous considérer comme un groupe allié ou non. La balle est dans votre camp.

Monsieur le Président

Vous aurez toute latitude pour présenter des candidats en tant que groupe politique de cette assemblée. Je vous propose, pour occuper la place de première vice-présidente, la candidature de Jackie Galabrun-Boulbes, Maire de Saint-Drézéry. Y a-t-il d'autres candidats ? Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Le groupe Libres et Humanistes propose ma candidature.

Monsieur le Président

Nous avons donc deux candidates : Madame Brissaud et Madame Galabrun. Nous utilisons des bulletins rose saumon. Nous allons pouvoir faire passer deux urnes. Vous écrivez le nom de votre candidate. Je vote pour Madame Patricia Mirallès, retenue à l'Assemblée Nationale, et pour moi-même. Dans la deuxième urne qui va passer de l'autre côté, je vous propose la candidature de Gilbert Pastor, Maire de Castries. Le vote s'effectue sur des papiers orange. Qui proposez-vous, Madame Brissaud ?

Anne BRISSAUD

Nous proposons la candidature d'Eric Petit.

Monsieur le Président

Y a-t-il d'autres candidats ? Le vote s'effectue sur un bulletin orange dans la deuxième urne. Nous avons deux candidats : Eric Petit et Gilbert Pastor. On finit le premier vote, on fera l'autre après.

M. Thierry DEWINTRE sort définitivement de séance.

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Président

Ensuite, vous aurez pour le prochain vote des bulletins verts. Les candidats sont Monsieur Petit et Monsieur Pastor. On a changé, ce sont les verts. Mettez les oranges à la poubelle.

Est-ce que quelqu'un demande encore à voter pour la première vice-présidence ? Il y a deux candidates : Madame Brissaud et Madame Jackie Galabrun-Boulbes. Personne ne demandant à voter, je déclare le scrutin clos. Vous pouvez dépouiller.

Il est procédé au dépouillement.

Monsieur le Président

Pendant que le dépouillement s'effectue, l'urne suivante tourne pour deux candidatures : Monsieur Petit et Monsieur Gilbert Pastor, Maire de Castries. Le vote s'effectue sur les bulletins verts. D'ailleurs, c'est affiché également sur l'urne. Je vote pour Madame Mirallès et pour moi-même.

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Président

Les résultats pour la première vice-présidence : 76 présents ; 76 votants ; 3 bulletins nuls ; 15 bulletins blancs ; 58 suffrages exprimés. 53 voix pour Jackie Galabrun-Boulbes et 5 pour Anne Brissaud.

Est-ce que quelqu'un demande encore à voter ? Si personne ne demande à voter, je déclare le scrutin clos. Vous pouvez dépouiller.

Il est procédé au dépouillement.

Monsieur le Président

Pendant ce temps, nous faisons circuler l'urne suivante, pour les bulletins mauves. Je vous propose la candidature de Madame Annie Yague, adjointe au Maire de la ville de Montpellier. Y a-t-il d'autres candidats ? Nous avons la candidature de Sabria Bouallaga. Nous avons donc d'un côté Madame Bouallaga et de l'autre Madame Yague. Je vote pour Patricia Mirallès et pour moi-même.

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Président

Je vous donne les résultats : 76 présents ; 76 votants ; 3 bulletins nuls ; 10 bulletins blancs ; 63 suffrages exprimés. Gilbert Pastor : 58 voix. Monsieur Petit : 5 voix.

Est-ce que quelqu'un demande encore à voter sur l'urne mauve ? Vous pouvez dépouiller.

Il est procédé au dépouillement.

Monsieur le Maire

Ensuite, pour l'urne bleue, je vous propose la candidature de Jean-Marc Lussert, Maire de Prades-le-Lez. Y a-t-il d'autres candidats ? Pas d'autre candidat. Les bulletins sont bleus. Je vote pour Madame Mirallès, retenue à l'Assemblée Nationale, et pour moi-même.

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Maire

Voici les résultats : 76 présents ; 76 votants ; 6 bulletins nuls ; 16 bulletins blancs. Madame Yague : 51 voix. Madame Bouallaga : 3 voix. Madame Yague est élue.

L'urne bleue va être dépouillée, si personne ne demande encore à voter. Le scrutin est clos, vous pouvez dépouiller.

Il est procédé au dépouillement.

Monsieur le Président

Pendant ce temps, l'urne jaune entre en piste. Je vous propose la candidature de Madame Mylène Fourcade, deuxième adjointe de Fabrègues. Y a-t-il d'autres candidats ?

Anne BRISSAUD

Je vous propose ma candidature.

Monsieur le Président

Pour les bulletins jaunes, vous avez donc deux candidatures : Madame Anne Brissaud et Madame Mylène Fourcade. Je vote pour Patricia Mirallès, députée, et pour moi-même. Il en restera trois à effectuer et la séance sera terminée.

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Président

Voici les résultats : 76 présents ; 76 votants ; 4 bulletins nuls ; 13 bulletins blancs. Monsieur Lussert est élu avec 59 voix.

Pendant que le vote suivant se termine, l'urne orange se prépare et je vous propose la candidature de Monsieur Thierry Breysse, Maire de Cournonterral. Y a-t-il d'autres candidats ?

Anne BRISSAUD

Madame Bouallaga.

Monsieur le Président

Nous avons donc deux candidats : Madame Bouallaga et Monsieur Breysse. Ce sont les bulletins orange. Je vote pour Madame Mirallès Patricia et pour moi-même.

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Maire

Voici les résultats : 76 présents ; 76 votants ; 4 bulletins nuls ; 12 bulletins blancs ; 60 suffrages exprimés. Madame Fourcade : 56 voix. Madame Brissaud : 4 voix. Madame Fourcade est élue.

Pour l'urne orange, quelqu'un demande encore à voter ? Vous pouvez dépouiller.

Il est procédé au dépouillement.

Monsieur le Président

Nous avons ensuite le vote du dix-huitième vice-président. La prochaine urne sera blanche. Je vous propose la candidature de Valérie Barthas, adjointe à la ville de Montpellier. Y a-t-il d'autres candidats ?

Anne BRISSAUD

Eric Petit.

Monsieur le Président

Eric Petit et Valérie Barthas, sur les papiers blancs. Je vote pour Madame Mirallès et pour moi.

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Président

Voici les résultats : 76 présents ; 76 votants ; 3 bulletins nuls ; 14 bulletins blancs ; 59 suffrages exprimés. Thierry Breysse : 56 voix. Sabria Bouallaga : 3 voix.

La prochaine urne sera grise. Si personne ne demande à voter encore pour le dix-huitième vice-président, je déclare le scrutin clos, vous pouvez dépouiller.

Il est procédé au dépouillement.

Monsieur le Président

Nous lançons l'élection du dix-neuvième et dernier vice-président. Je vous propose la candidature de Monsieur Pierre Dudieuzère, Maire de Vendargues. Y a-t-il d'autres candidats ? Il n'y a pas d'autre candidat. Je vote pour Madame Patricia Mirallès et pour moi-même.

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Président

Pour la dix-huitième vice-présidence : 76 présents ; 76 votants ; 4 bulletins nuls ; 14 bulletins blancs. Valérie Barthas : 53 voix. Monsieur Petit : 5 voix. Madame Barthas est élue.

Quelqu'un demande-t-il à voter ? Le scrutin est clos, vous pouvez dépouiller pour le dix-neuvième vice-président.

Il est procédé au dépouillement.

Monsieur le Président

Le prochain Conseil de Métropole aura lieu le 26 juillet à 16 heures, ici-même.

Voici les résultats pour le dernier vice-président : 76 présents ; 76 votants ; 2 bulletins nuls ; 13 bulletins blancs. Pierre Dudieuzère est élu par 61 voix.

Je voudrais vous dire et dire aux journalistes qui nous ont fait l'amitié de rester aussi tard pour cette séance que je vous remercie tous, pour cette séance un peu fastidieuse. Je voudrais vous donner la composition du nouvel exécutif de la Métropole, qui respecte la parité, chose à laquelle je m'étais engagé en début de mandat. Je m'étais engagé à faire une Métropole avec dix hommes et dix femmes aux vice-présidences. Suite à la démission, ou plutôt au changement de délégation de Madame Gianiel avec Monsieur Rico, nous étions onze hommes et neuf femmes. J'ai répété le même motif : la composition de l'exécutif est faite d'onze hommes et neuf femmes, ce qui, pour les Métropoles françaises, est déjà dans les cinq ou six Métropoles qui sont pratiquement paritaires.

Première vice-présidente : Jackie Galabrun-Boulbes, Maire de Saint-Drézéry. Deuxième vice-président : Max Levita, premier adjoint de la ville de Montpellier. Troisième vice-présidente : Stéphanie Jannin, adjointe de la ville de Montpellier. Quatrième vice-président : Gilbert Pastor, Maire de Castries. Cinquième vice-président : Isabelle Guiraud, Maire de Saint Jean de Védas. Sixième vice-président : Laurent Jaoul, Maire de Saint-Brès. Septième vice-président : Bernard Travier, conseiller municipal de Montpellier. Huitième vice-présidence : Jean-Pierre Rico, Maire de Pérols. Neuvième vice-président : Rabii Youssous, conseiller municipal de Montpellier. Dixième vice-président : Jean-Luc Meissonnier, Maire de Baillargues. Onzième vice-présidente : Annie Yague, adjointe au Maire de Montpellier. Douzième vice-président : Jean-Marc Lussert, maire de Prades-le-Lez. Treizième vice-présidente : Mylène Fourcade, deuxième adjointe de Fabrègues. Quatorzième vice-présidente : Chantal Marion, conseillère municipale de Montpellier. Quinzième vice-président : Noël Ségura, Maire de Villeneuve-lès-Maguelone. Seizième vice-présidente : Régine Illaire, Maire de Cournonsec. Dix-septième vice-président : Thierry Breysse, Maire de Cournonterral. Dix-huitième vice-présidente : Valérie Barthas-Orsal, adjointe au Maire de Montpellier. Dix-neuvième vice-président : Pierre Dudieuzère, Maire de Vendargues. Vingtième vice-présidente : Eliane Lloret, Maire de Sussargues.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h40.